

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE BUTIHINDA



PROVINCE MUYINGA

Muyinga, septembre 2006

TABLE DE MATIERES

	Pages
Liste des abréviations	
Préface	
Introduction	
CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE	1
1.1. Situation géographique	1
1.2. Découpage administratif	1
1.3. Données géographiques	3
CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE	4
2.1. Population	4
2.2. Densité	4
2.3. Population par tranche d'âge	4
2.4. <i>Population active et population à charge</i>	6
2.5. Evolution de la population	6
	7
CHAPITRE III. AGRICULTURE	
3.1. Systèmes de production	7
3.2. Production comparative des cultures	8
3.3. Facteurs de production	11
3.4. Ecoulement des productions	12
3.5. Personnel d'encadrement	12
3.6. Contraintes	12
3.7. Potentialités/Atouts en matière agricole	13
3.8. Actions à mener	13
CHAPITRE IV. ELEVAGE	14
4.1. Systèmes d'élevage	14
4.2. Evolution des espèces de 2001 à 2005	15
4.3. Infrastructures zoo sanitaires	17
4.4. Ecoulement des productions	17
4.5. Amélioration génétique	17
4.6. Bulletin vétérinaire	18
4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur	18
CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE	21
5.1. La pêche	21
5.2. La pisciculture	21
CHAPITRE VI. FORETS	23
6.1. Inventaire des boisements naturels et artificiels	23
6.2. Productions forestières	24
6.3. Production des plants forestiers	24
6.4. Transformation du bois : Unités de transformation	25
6.5. Contraintes, potentialités et perspectives	25

CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT	27
7.1. Industrie	27
7.2. Artisanat	27
7.3. Mines et minerais	30
CHAPITRE VIII. ENERGIE	30
CHAPITRE IX. COMMERCE, TRANSPORT ET COMMUNICATION	30
9.1. Commerce	30
9.2. Transport	33
9.3. Communication	35
9.4. Tourisme et hôtellerie	35
9.5. Institutions financières	35
CHAPITRE X. SANTE	36
10.1. Données épidémiologiques	36
10.2. Vaccination	36
10.3. Données sur le SIDA	36
10.4. Médecine traditionnelle	37
10.5. Situation des infrastructures	37
10.6. Equipement en laboratoire	38
10.7. Contraintes	39
10.8. Stratégies/Actions à mener	39
10.9. Partenaires et bailleurs de fonds	39
10.10. Approvisionnement en eau	40
	42
CHAPITRE XI. HABITAT	42
11.1. L’habitat rural	42
11.2. L’habitat urbain	43
11.3. Incidences de la crise sur l’habitat	44
11.4. Disponibilité des matériaux de construction	44
11.5. Contraintes, potentialités et perspectives	44
11.6. Partenaires	45
CHAPITRE XII. EDUCATION	47
12.1. L’enseignement préscolaire	47
12.2. Enseignement primaire	48
12.3. Enseignement secondaire	49
12.4. Ecoles techniques professionnelles	49
12.5. Situation du personnel enseignant	49
12.6. L’enseignement informel	51
12.7. Principales contraintes, potentialités et perspectives	52

CHAPITRE XIII. JEUNESSE ET SPORTS	54
13.1. Généralités	54
13.2. Encadrement des jeunes	54
13.3. Sport	55
13.4. Patrimoine culturel	58
CHAPITRE XIV. JUSTICE	60
14.1. Infrastructures	60
14.2. Equipement	60
14.3. Performances du secteur	60
14.4. Personnel	61
14.5. La justice gracieuse	61
14.6. Contraintes et perspectives	61
CHAPITRE XV COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO DEVELOPPEMENT	63
15.1. Situation actuelle	63
15.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives	64
	65
CHAPITRE XVI. ACTION SOCIALE	
16.1. Situation de l'enfant en difficultés	65
16.2. Situation des victimes de violences	66
16.3. Situation des veufs, mères célibataires et indigents	66
16.4. Situation des handicapés	66
16.5. Cas de personnes âgées en difficulté de suivie	66
16.7. Réintégration	67
	68
CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	

LISTE DES ABREVIATIONS

ASBL	: Association Sans But Lucratif
ABEC	: Association Burundaise des Exportateurs du Café
BTC	: Burundi Tobacco Company
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
IBB	: Interbank Burundi
BNEC	: Bureau National pour l'Enseignement Catholique
CMD	: Cassava Mosaic Disease
CEPGL	: Communauté Economique des Pays de Grands Lacs
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
COMEBU	: Crédit de Relance Economique
CFA	: Centre de formation Artisanal
CPA	: Centre de Production Artisanal
CFPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel
CPPS	: Comité Provincial de la Promotion de la Santé:
CEPBU	: Communauté des Eglises de Pentecôte du Burundi
CDF	: Centre de Développement Familial
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socioprofessionnelle
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRS	: Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés
DPAE	: Direction provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DGVA	: Direction Générale de la Vulgarisation
DAPA	: Département de l'aquaculture et de la pêche Artisanale
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rural
DAF	: Directeur Administratif et Financier
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FNG	: Fonds National de Garantie
FAO	: Food Agriculture Organisation
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi
FENACOBUR	: Fédération Nationale des Coopecs du Burundi
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCR	: Haut Commissariat des Réfugiés
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
ISABU	: Institut des Sciences Agronomique du Burundi
IRAZ	: Institut de recherche Agronomique et Zootechnie
INSS	: Institut National pour la Sécurité Sociale
IEC	: Information, Education et Formation
MRRDR	: Ministère de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MPDRN	: Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale
MASPF	: Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme
NPK	: Azote, Phosphore, Potassium
OPDE	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé

OCIBU	: Office du Café du Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OTB	: Office du Thé du Burundi
ONAPHA	: Office National Pharmaceutique
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des Capacités des Communautés.
PDCLCP	: Projet de Développement Communautaire pour la Lutte Contre la Pauvreté
PEA	: Projet Eau et Assainissement
PRDMR	: Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PREBU	: Projet de Réhabilitation du Burundi
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PNSR	: Programme National de la Santé et de la Reproduction
RDC	: République Démocratique du Congo
RCE	: Régie Communale de l'Eau
REGIDESO	: Régie des eaux
RCE	: Régie Communale des eaux
SPRHP	: Services de Planification des Ressources Humaines et de Population
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SODECO	: Société de Dépulpage et de Conditionnement du Café
SNA	: Service National d'Alphabétisation
TPO	: Transcultural Psycho-social Organisation
USAID	: United States of America for International Development
UNOPS	: United Nations Office for Project Service
UNICEF	: United Nations Infant and Children Fund
UCODE	: Union Coopérative de Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune.

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la province Muyinga.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte dix sept chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. Situation géographique

La commune Butihinda est délimitée :

- au nord par la commune Giteranyi
- au sud par la commune Gasorwe
- à l'Est par la commune Muyinga
- à l'Ouest par la commune Gashoho et Gitobe de Kirundo.

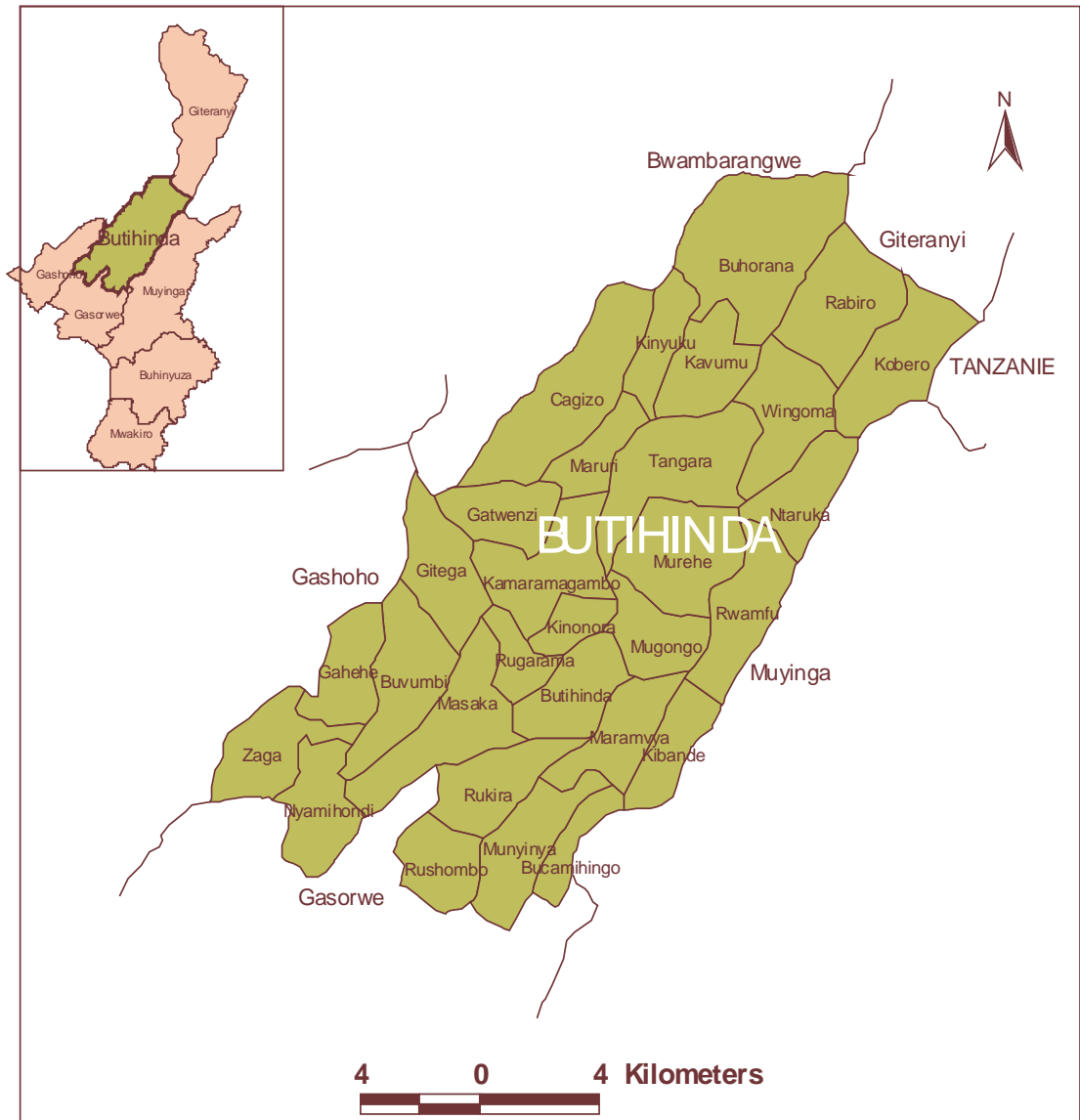
1.2. Découpage administratif

Cette commune se subdivise en 4 zones et 30 collines.

Les quatre zones sont : Butarugera, Kamaramagambo, Butihinda et Buvumbi.

Les 30 collines : Bucamihigo, Buharama, Butihinda, Buvumbi, Cagizo, Gahahe, Gitwenzi, Gitega, Kamaramagambo, Kavumu, Kabande, Kinonora, Kinyuku, Kobero, Maramvya, Maruri, Masaka, Mugongo, Munyinya, Murehe, Ngara, Ntaruka, Nyamibondi, Rabiro, Rukira, Rushombo, Rwamfu, Tangara, Wingoma et Zaca.

Carte de découpage administratif de la commune



1.3. Données géographiques

1.3.1. Superficies en Km²

- Commune Butihinda : 293.60 Km²
- Province Muyinga : 1836.26 Km²
- Burundi : 27.834 Km²
- % commune Butihinda / province : 16
- % commune Butihinda / pays : 1.05

1.3.2. Paramètres climatiques

La commune Butihinda s'étend sur deux régions naturelles à savoir la région de Bugesera et celle de Bweru comme illustré sous la carte n°...

- Une altitude comprise entre 1500 et 1700m
- D'après Köpen, le climat est de type (AW 3) S dans le Bugesera (régime hydrique de type ustie) tandis que le régime thermique est de nature isothermique.
- Le climat extériorise deux saisons de pluie ; la première débutant généralement vers le mois de Septembre et se terminant le mois de Novembre. La seconde s'étale entre les mois de Janvier à Mai. Entre les deux saisons s'intercale une petite période de saison sèche qui dure tout le mois de décembre. Au cours des mois de Juin à Septembre s'étale la saison sèche.
- Les températures maximales et minimales semblent avoir une faible variation. La température moyenne est de 20,9° C/mois et les températures maximales et minimales sont respectivement 27,1°C et 14,8° C (données recueillies sur une période de 10 ans : 1981-1990).
- La pluviométrie varie entre 700 mm dans la dépression du Bugesera et 1200mm sur les hauteurs de Bweru. Aujourd'hui la région de Bugesera connaît des perturbations pluviométriques, ou tout simplement absence des pluies. Après le phénomène de « ELNINO » de 1997, la province a toujours connu une situation déficitaire de pluies surtout dans sa partie du Bugesera.
- Une savante arborée.

La région de Bweru est caractérisée par :

- Une altitude comprise entre 1400 et 1600 m dans la partie orientale et de 1600 à 1800m dans la partie occidentale.
- Le climat extériorise deux saisons de pluie
- Une température moyenne annuelle de plus ou moins 18.5°c
- Une pluviosité moyenne annuelle comprise entre 1000 et 1100 mm.
- Une série de collines de plateaux séparés par des vallées marécageuses
- Une savante arborée.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

2.1. Population

- Population totale de la commune Butihinda: 97 629 hab
- Population totale de la province Muyinga : 591 711 hab
- Population totale du Pays : 7 610 584 hab
- % Butihinda par rapport à la province : 16.4%
- % Butihinda par rapport au pays : 1.3 %

2.2. Densité moyenne

- Commune Butihinda : 372 hab / km²
- Province Muyinga : 296 hab /Km²
- Burundi : 273 hab / Km²

La densité moyenne de la commune est supérieure à la densité du pays et à celle de la province Muyinga.

2.3. Population par tranche d'âge de la commune Butihinda

Groupes d'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	10156	10460	20616
5-9	7662	7891	15553
10-14	5761	5887	11648
15-19	4236	4155	8390
20-24	3368	3542	6910
Pop < 25 ans			63117
25-29	3377	3524	6901
30-34	3170	3494	6663
35-39	2168	2459	4626
40-44	1428	1857	3286
45-49	1033	1375	2408
50-54	907	1452	2359
55-59	834	1262	2096
60-64	911	1389	2298
65-69	524	847	1373
70-74	586	747	1334
75-79	290	310	600
80+	290	288	579
Total	46702	50940	97642

Source : Département de la population, Mininter.

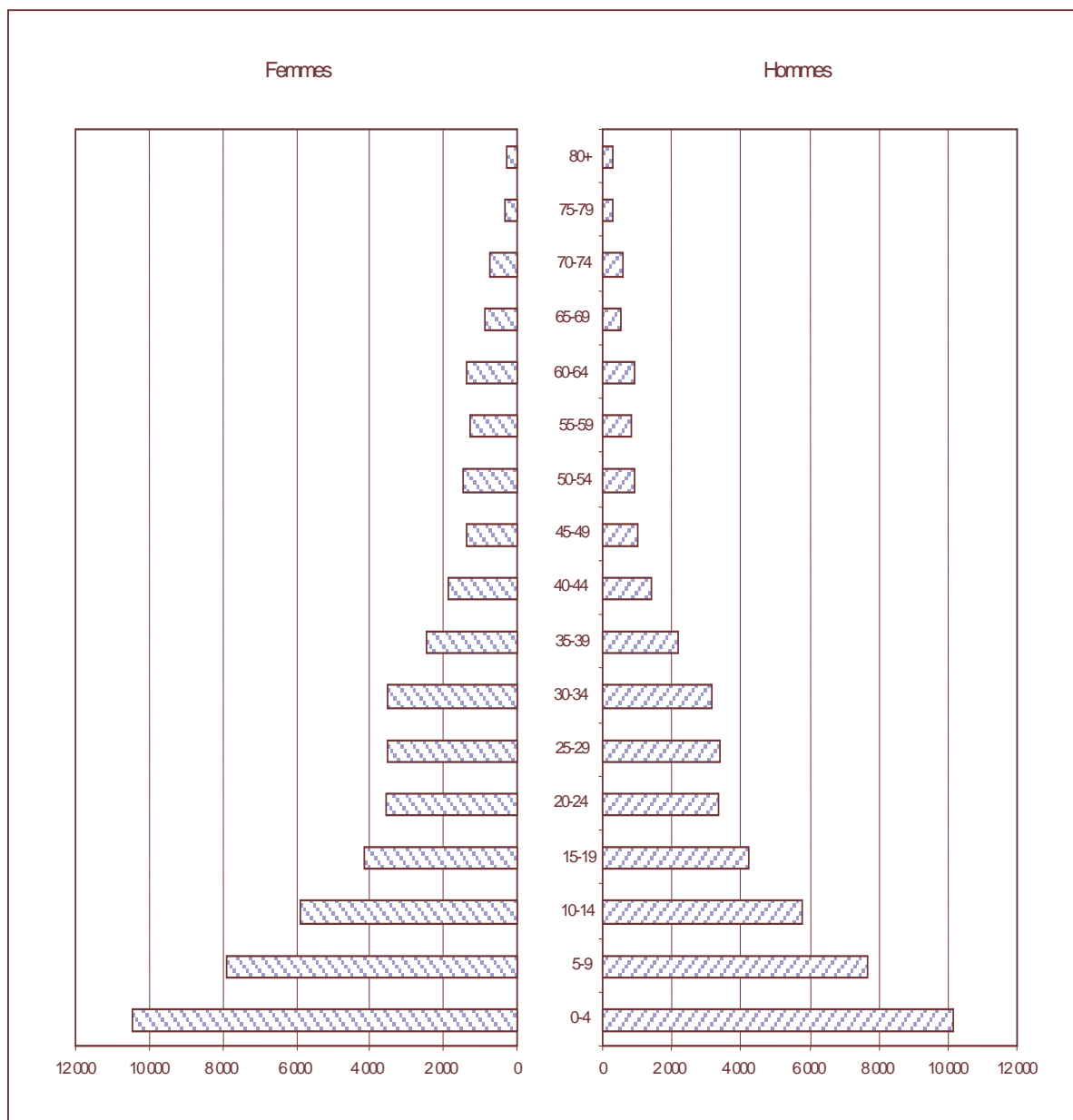
Sur la population de 97642 habitants que compte la commune de Butihinda en 2005, 46702 sont des hommes et 50940 sont des femmes.

Cela représente environ 92 hommes pour 100 femmes. Les données montrent également que la population de la commune Butihinda est extrêmement jeune.

Cela se remarque à partir de la pyramide des âges reprise ci-bas

En effet, 63117 sur 97642 habitants , soit 64.6 % de la population de la commune Butihinda a moins de 25 ans.

Pyramide des âges de la population de la commune Butihinda en 2005



2.4. Population active et population à charge

Communes	Population active (15-64ans)			Population à charge (<15 ans et 65 ans et plus)			Rapport de dépendance	% de la population active
	M	F	M+F	M	F	M+F		
Buhinyuza	12 738	13901	26639	14373	14758	29131		
Butihinda	21432	24509	45941	25269	26430	51699	1.12	47
Gashoho	23635	25441	49076	30586	30116	60702		
Gasorwe	17752	19505	37257	19111	20644	39755		
Giteranyi	17822	20400	38222	20816	21882	42698		
Muyinga	28027	30049	58076	33307	33655	66962		
Mwakiro	10147	10852	20999	11840	12095	23935		
Total province	131553	144657	276210	155302	159580	314882		

Source : Département de la population, Mininter

La population à charge est dans l'ensemble légèrement supérieure à la population active dans la commune de Butihinda (45941 sur 51699 soit un rapport de dépendance de 1.12)

Avec le pourcentage moyen de la population active de la province d'environ 47%, il apparaît que chaque personne active de Butihinda se situant entre 15 à 64 ans doit prendre en charge 1.12 personnes non actives, soit un plus jeune de moins de 15 ans, soit un plus âgé de plus de 64 ans.

Le revenu sans doute maigre d'une personne active de Butihinda doit être partagé 2.22 personnes pour satisfaire les besoins essentiels d'abord de survie et ensuite de développement. Cette situation est problématique et nécessite des actions d'appui pouvant influencer sur un changement que seuls les bénéficiaires ne peuvent amorcer.

Ce taux de dépendance est en réalité plus élevé si on considère que la plupart des élèves et étudiants de 15 à 25 ans peuvent être également placés dans la catégorie des personnes inactives.

2.5. Evolution de la population de la commune de Butihinda

Communes	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Buhinyuza	52297	53951	55764	57637	59574	61576	63644	65783
Butihinda	91385	94456	97629	100910	104300	107805	11427	115171
Gashoho	102743	106195	109763	113451	117263	121203	125276	129485
Gasorwe	72068	74489	76992	79579	82253	85017	87873	90826
Giteranyi	75737	78281	80912	83631	86441	89345	92347	95450
Muyinga	117684	121638	125725	129950	134316	138829	143393	148315
Mwakiro	42052	43465	44925	46436	47996	49608	51275	52315
Total province	553866	572476	591711	611593	632142	653382	675336	698027
Total pays	7211355	7307906	7610584	7819598	8035170	8257530	8486914	8721572

Source: UPP, Département de la population, Mininter

La projection de la population de la commune Butihinda montre qu'elle atteindra 115171 personnes en 2010. Cette croissance extrêmement rapide pose un problème économique et social très sérieux eu égard aux possibilités d'emploi offert tant u niveau local que national.

En 7 ans, la population a subi un accroissement de 26% , soit une croissance annuelle moyenne de 3.7%.

CHAPITRE III. AGRICULTURE

La commune de Butihinda se compte parmi les communes de Muyinga les plus productrices des cultures vivrières.

Elle se situe à mi-chemin entre les régions naturelles du Bugesera et de Bweru, régions qui font actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production agricole de la commune qui a beaucoup chuté ces dernières années.

L'agriculture occupe plus de 95% de la population qui s'adonnent principalement à la production des cultures vivrières et industrielles, et à une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

3.1. Système de production

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie alors même que la commune dispose encore de vastes étendues de terre. L'extension des superficies est limitée par le manque d'intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants.

Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d'œuvre familiale essentiellement féminine, l'homme n'intervenant que pour les cultures de rente, l'élevage et la production de la bière de banane. Les femmes labourent, sèment, sarclent, moissonnent et transportent les récoltes...En plus de ces travaux champêtres, les femmes sont responsables des activités ménagères tels que le ravitaillement en eau potable, la recherche du bois, la préparation culinaire, les soins maternels, la commercialisation des produits, la gestion de la maison...

. La production est avant tout destinée à l'autoconsommation et le surplus au marché.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d'usage rare si pas existants. Ainsi, les rendements sont-ils faibles non seulement à cause des facteurs ci-cités, mais également à cause des techniques culturelles rudimentaires, l'insuffisance d'intrants, la dégénérescence de semences, ...

Le mode de culture prédominant est l'association des cultures.

La province connaît trois saisons à savoir :

- 1) saison A de septembre à février avec comme cultures :
- 2) saison B de février à juillet
- 3) saison C de mai à décembre

Certaines cultures telles que le bananier, le manioc, le caféier sont cultivées au cours de toute l'année.

Le régime foncier pratiqué dans la commune est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

Le mode de faire-valoir direct est le plus usité que le fermage et le métayage.

La malnutrition sévit dans la commune Butihinda à cause de la pauvreté et des habitudes alimentaires de la majorité de sa population. L'alimentation de base est composée principalement d'aliments à prédominance glucidique ; notamment les féculents dont, en ordre d'importance : la banane, la patate douce , le riz, le sorgho et le manioc.

Les deux premiers féculents se consomment de façon permanente toute l'année.

Le seul aliment de prédominance protidique consommé quotidiennement est le haricot.

Par manque d'huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière.

3.2. Production comparative des cultures dans la commune et production totale de la commune par rapport à la production de la province

Années	Banane	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz	Sorgho	Arachides	Prod. Total
2001	200000	7200	3744	3000	150000	290	400	3340	-	
2002	200000	7360	4092	3000	180.000	500	400	6000	-	
2003	200000	11875	4308	3000	225.000	400	440	6200	-	
2004	200 000	2469	5000	7649	12242	500	6228	7872	-	
2005	146880	3370	50	6960	10116	300	5136	6960		
Production moyenne annuelle par culture (tonnes)	189376	6455	3439	4722	34472	398	2521	6074	0	247457
Proportion de la production de chaque culture dans la commune(%)	76,53	2,60	1,40	1,90	13,90	0,20	1,00	2,50	0,00	100,00
Classement de la production de la culture par rapport aux autre cultures	1	3	6	5	2	8	7	4	9	
Production moyenne annuelle de chaque culture dans la province (tonnes)	824064	39095	19578	106273	156646	2955	22975	18502	5209	1195267
Proportion de la production de chaque culture dans la province (%)	68,94	3,27	1,64	8,89	13,11	0,25	1,92	1,55	0,44	100,00
Classement de la production de chaque culture dans la province	1	4	6	3	2	9	5	7	8	

Source : Rapports annuels 2001 à 2005, DPAE Muyinga

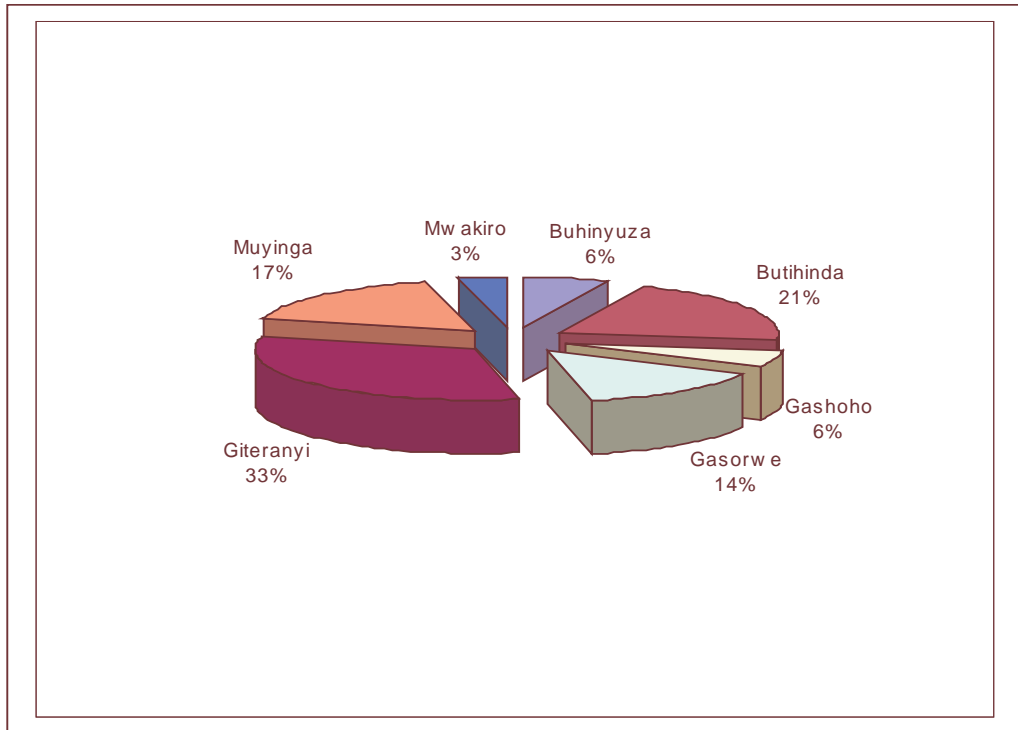
Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place avec 76% de la production totale des cultures, suivi par la patate douce (13.9 %) et le haricot (2.6 %).

Par rapport à la production totale de la province, la commune Butihinda produit 21 % et occupe la deuxième place. Les premières communes les plus productrices étant dans l'ordre Giteranyi, Butihinda, Muyinga et Gasorwe avec respectivement 33, 21, 17 et 14 % des productions de la province.

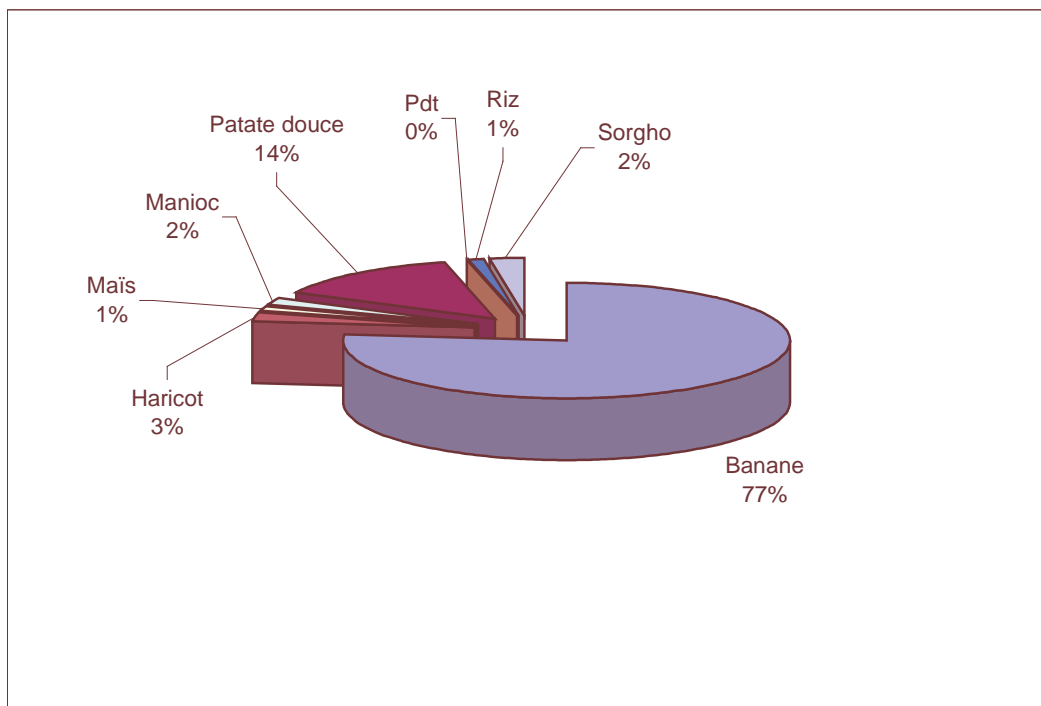
La commune Butihinda produit 22 % de la production de la patate douce, 23 % de banane, 34 % du sorgho.

Le détails des productions comparées entre cultures et entre communes ainsi que l'évolution des productions vivrières entre 2001 et 2005 est matérialisé dans les dômes et graphiques suivants .

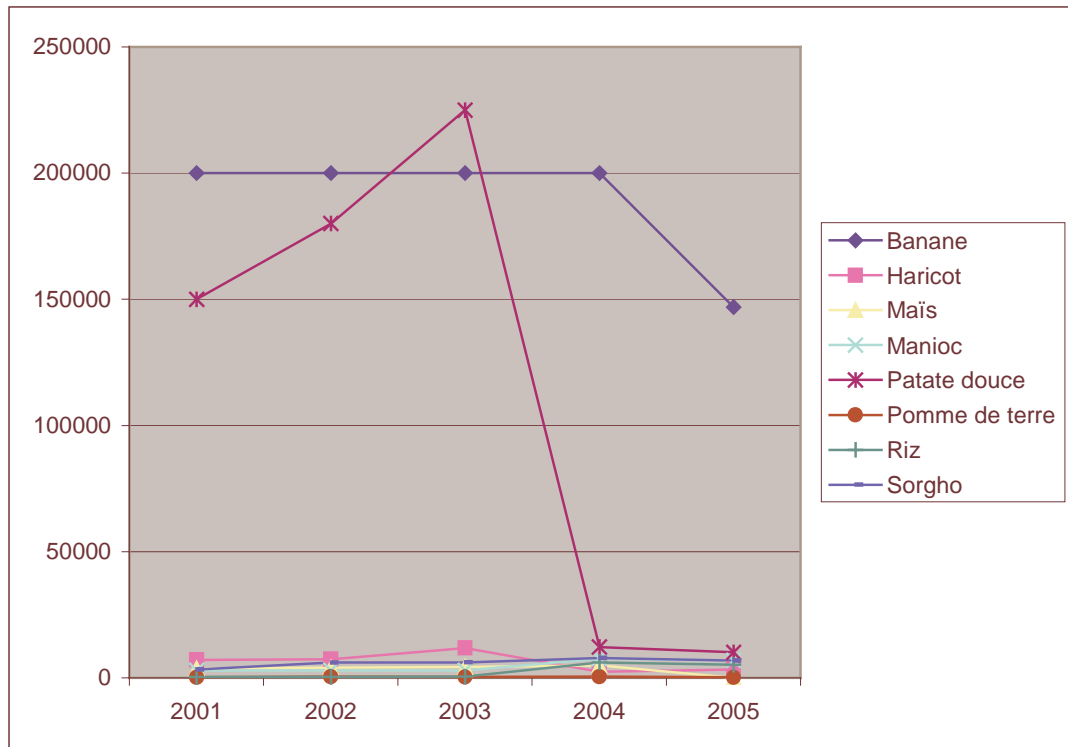
Contribution de chaque commune dans la production vivrière provinciale (%)



Contribution de chaque culture dans la production vivrière de la commune (%)



Evolution de la production des cultures vivrières dans la commune entre 2001 et 2005



La productions de la culture de patate douce a chuté dramatiquement entre 2001 et 2005. Après une période de production croissante soutenue d'avant 2003, la production de patate douce a sérieusement chuté entre 2003 et 2005 passant de 225000 tonnes à 10.000 tonnes.

Années	Banane	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Sorgho
2001	200000	7200	3744	3000	150000	290	3340
2002	200000	7360	4092	3000	180.000	500	6000
2003	200000	11875	4308	3000	225.000	400	6200
2004	200 000	2469	5000	7649	12242	500	7872
2005	146880	3370	50	6960	10116	300	6960
Augm,	-53120	-3830	-3694	3960	-139884	10	3620
%	-26,6	-53,2	-98,7	132,0	-93,3	3,4	108,4

Source : DPAAE

Les autres cultures subissent des fluctuations peu sensibles entre les deux périodes.

3.3. Facteurs de production

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des facteurs de production.

Ces facteurs sont nombreux et variés. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'œuvre agricole, intrants, ...) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financements...).

Disponibilité des terres sur les collines et dans les marais

La densité moyenne de la commune est de 372 habitants au Km². Cela témoigne de la rareté des terres dans la commune mais le fait apparent est que la commune dispose des terres encore vierges où l'on peut implanter des centres semenciers ou autres projets. Comparé au reste du pays la commune semble encore à l'aise sur ce point.

Les marais non encore aménagés constitue un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

Les superficies des marais dans la commune Butihinda se présente comme suit :

Communes	Superficie des marais en 2005			
	Superficie totale des marais (en ha)	Superficies totales aménageables (en ha)	Superficies totales aménagées (en ha)	Superficies totales disponibles à aménager (en ha)
Butihinda	323	323	106	123
Total province	3336	3236	832	2244
% des marais de la commune/ marais de la province	10%	10%	12%	5.4%

Source : DPAE Muyinga

La commune de Butihinda dispose encore de 323 ha de marais dont 160 sont déjà aménagés ;

Disponibilités des Intrants agricoles

La commune ne dispose pas de centre semencier.

En ce qui concerne la disponibilisation des semences, la commune a reçu les quantités suivantes en 2005

Maïs	Pomme de terre	haricots	arachides	manioc	bananier	sorgho	Patate douce	Cultures maraîchères
1 tonne	4 tonnes	20 tonnes		28 tonnes de boutures	35000 Plants	500 kg	8 tonnes de boutures	2000 sachets

Source : Rapport annuel 2005 DPAAE Muyinga

3.4. Personnel d'encadrement

A l'image des autres communes, la commune de Butihinda dispose d'un personnel technique affecté en permanence à la commune.

- a. au niveau de chaque commune
 - 1 Agronome Communal, Technicien Agronome A2 ;
 - 1 Vétérinaire Communal, Technicien Vétérinaire A2 ;
- b. au niveau de zone
 - 1 Assistant Agricole A3 par zone
 - 1 Infirmier Vétérinaire A3 par zone

En plus de ces techniciens , les cadres provinciaux font régulièrement des tournées pour le suivi des activités de la DPAAE.

3.5. Ecoulement des productions

L'écoulement des productions et l'approvisionnement en produits de première nécessité se réalise à travers quatre marchés que sont le marché de Butihinda, Kobero, Mikingiro et Tangara. Ces marchés se tiennent les mercredis et les dimanches et mardi à Mukingiro.

3.6. Contraintes

- a) cultures vivrières
 - irrégularité des pluies et chute dramatique des productions allant jusqu'à causer des famines sévères
 - faible disponibilité des intrants (semences et engrais)
 - pas de réponses adéquates aux contraintes rencontrées du fait de la faiblesse de l'encadrement (manque de moyens, démotivation du personnel, préoccupations sécuritaires primant sur les autres).
 - pas de réponses adéquates de la recherche sur
 - o menaces de disparition du manioc suite à la mosaïque
 - o menaces sur les colocases et sur le bananier

b) cultures industrielles

- l'antracnose du caféier est une des causes majeures de la chute de la production du café
- les prix aux producteurs sont trop faibles provoquant des tentatives d'arrachage ou d'abandon des vergers et la fuite de la production vers le Rwanda et la Tanzanie
- conjoncture internationale des prix défavorable
- l'insécurité des dernières années a forcé les populations aux déplacements hors de leurs foyers et la détérioration de la qualité d'entretien de vergers

3.7. Potentialités / Atouts en matière agricole

- gamme variée de spéculations agricoles (riz, sorgho, haricot, tournesols, ...)
- une demande toujours croissante en produits agricoles
- main d'œuvre abondante et laborieuse
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements

3.8. Actions à mener

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses
- réhabiliter les centres semenciers
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement commercialisables (haricot, sorgho, riz)

CHAPITRE IV : ELEVAGE

4.1. Systèmes d'élevage

Dans la commune Butihinda, le système extensif est le principal mode de production animale, mais des systèmes semi-intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le maintien de la fertilité des sols.

Les difficultés de gardiennage des animaux suite à la scolarisation du plus grand nombre d'enfants pousse aussi les familles rurales à l'intensification de l'élevage.

Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec la Frisonne et rarement avec Montbéliard et Sahiwal.

L'essentiel de l'alimentation provient des parcours naturels.

Le système semi-intensif ou intégré qui est préconisé par les projets et ONGs qui appuient dans le repeuplement du cheptel évolue lentement. En effet, la diminution des pâturages due à la pression démographique dicte le besoin d'une intensification et d'une intégration agro-sylvo-zootechnique avec plus de rentabilisation du fumier et d'utilisation de résidus de récolte.

Certains agents de l'Etat et des collectivités locales ainsi que quelques commerçants se lancent dans l'élevage autour des agglomérations et pratiquent de plus en plus le système semi-intensif à intensif avec des bovins croisés laitiers.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le cadre des projets.

Les systèmes d'élevage porcin se répartissent en trois : l'élevage traditionnel, l'élevage semi-intensif et l'élevage intensif. On rencontre dans la commune des porcs sous étable en permanence comme on en rencontre sur les routes ou dans les pâturages.

Les systèmes d'élevage avicole reposent exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas de revenus importants, mais en revanche, il coûte pratiquement rien et ne requiert aucun travail particulier.

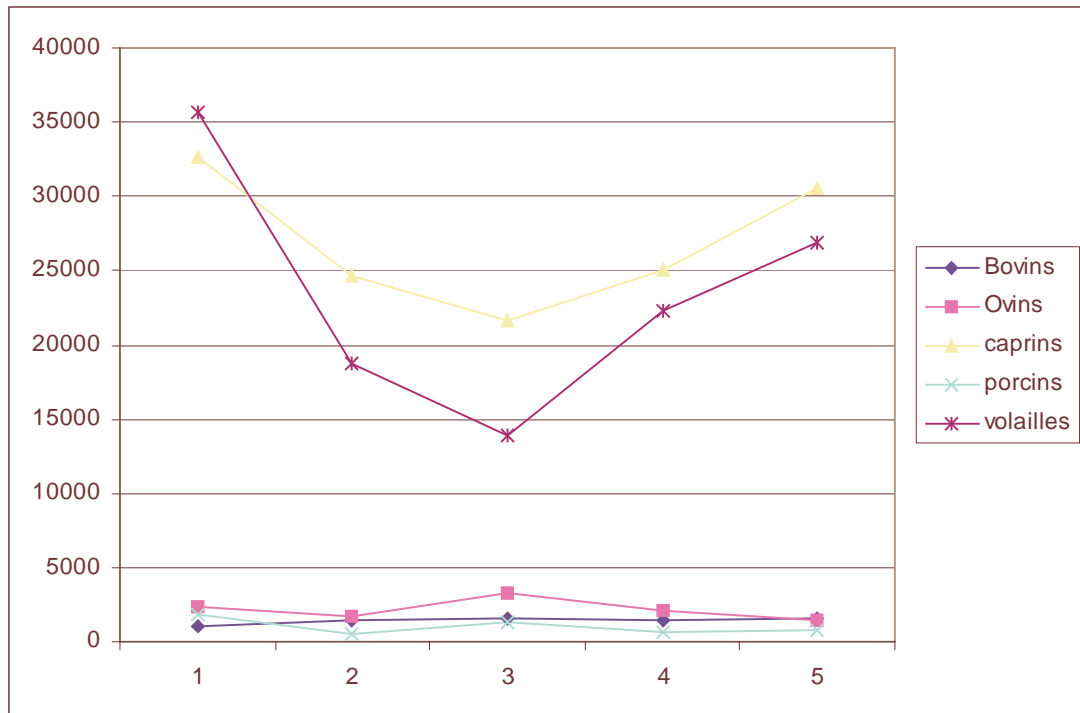
La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous-secteur élevage, car dès le début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été et sont restés les cibles privilégiées des rebelles et d'autres bandits qui ont profité de l'insécurité.

4.2. Evolution des espèces de 2001 à 2005

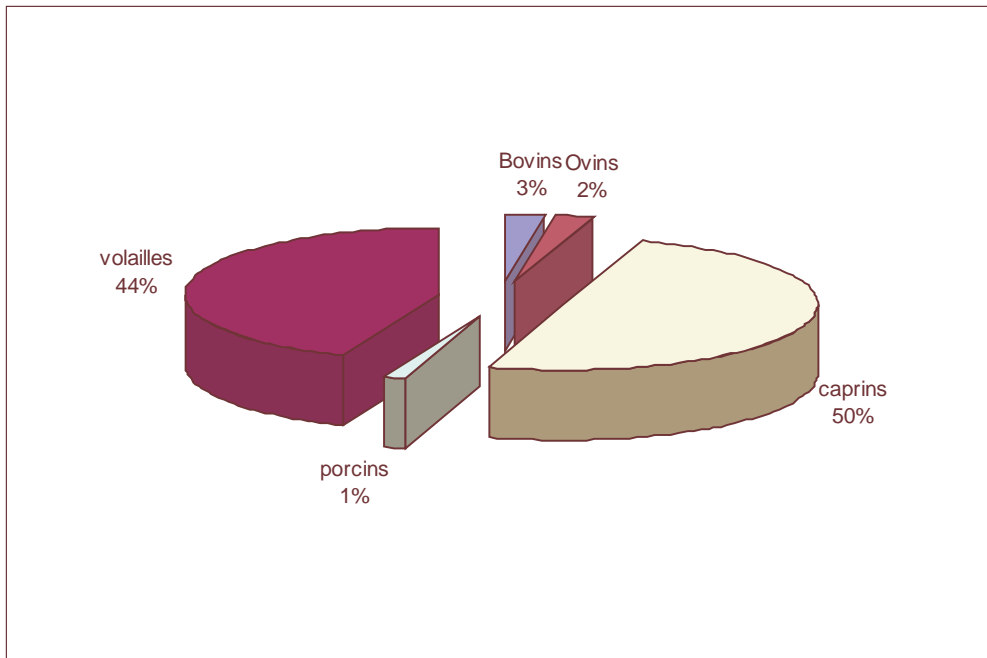
Année	Bovins	Ovins	caprins	porcins	volailles
2001	1015	2315	32702	1890	35615
2002	1490	1734	24638	564	18805
2003	1547	3282	21631	1281	13859
2004	1456	2124	25052	672	22243
2005	1605	1498	30582	848	26891
Augmentation	590	-817	-2120	-1042	-8724
%	58,1	-35,3	-6,5	-55,1	-24,5
Total province 2005	12456	10230	151238	3689	114766
Effectifs de la commune par rapport aux effectifs de la province	13%	15%	20%	23%	24%
Classement de la commune dans la province	4 ^{ème}	3 ^{ème}	1 ^{ère}	2 ^{ème}	1 ^{ère}

Source : Responsable provincial de l'élevage, DPAE Muyinga

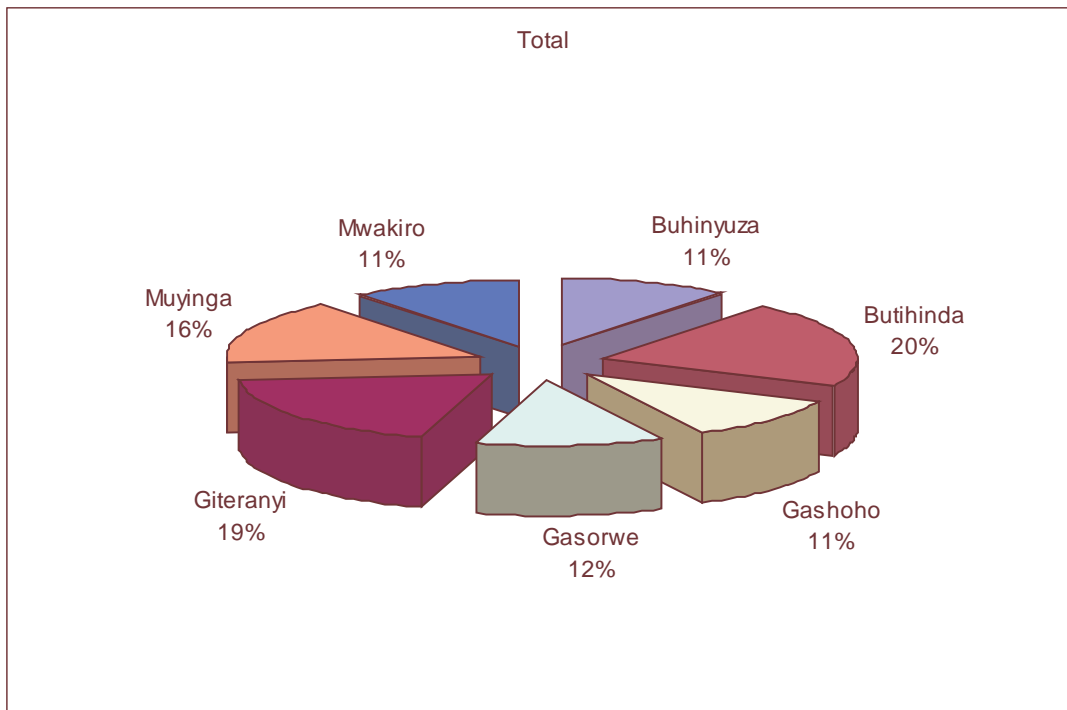
Evolution des effectifs des animaux d'élevage de 2001 à 2005



Effectifs comparés entre espèces d'élevage



Effectifs comparés des espèces entre les communes



4.3. Infrastructures zoo-sanitaires

Commune	Type d'infrastructures	Nombre	Localité	Etat	Statut	Disponibilité produits
Butihinda	Dipping-tank	2	Butihinda	M	Public	interrompue
			Kirogorya	M	Public	Interrompue
	Couloir d'aspersion	3	Kobero	M	Public	Interrompue
			Buvumbi	M	Public	Interrompue
			Gatwenzi	M	Public	Interrompue
	Pharmacies vétérinaires	1	Tangara	M	privé	Interrompue

Source : Responsable provincial de l'élevage, DPAE Muyinga

Avant la crise, la commune comptait 2 dipping tank, 3 couloirs d'aspersions et 1 pharmacie vétérinaire.

Le fonctionnement de toutes ces infrastructures est actuellement interrompu.

4.4. Ecoulement des productions

Il n'y a pas de productions animales comme telle. Les productions du lait et des œufs sont trop faibles pour un élevage extensif.

Le conditionnement des peaux et du cuir n'est pas connu dans la commune.

Il n'est pas signalé de marché des animaux dans la commune de Butihinda.

En 2005, les services de la comptabilité communale nous donne des statistiques précis sur le nombre d'animaux abattus sur les différents marchés

Centres d'abattage	Bovins	Caprins	Ovins	Porcs
Kobero	480	580	25	80
Kamara	26	125	-	-
Butihinda	-	-	-	15
Cagizo	-	515	-	38
Total	506	1220	25	133

Source : Responsable provincial de l'élevage, DPAE Muyinga

4.5. Amélioration génétique

Nombre d'animaux distribués dans le cadre du repeuplement du cheptel 60 bovins améliorés et 16 caprins.

Le nombre de fermettes en stabulation permanente dans la commune est de 138 avec bovins et 450 avec caprins et 600 avec les porcs.

4.6. Bulletin vétérinaire

Les maladies les plus fréquentes sont les verminoses, les parasites du sang et l' Ectyima contagieux pour les caprins.

Les statistiques de l'année 2005 donnent le nombre de cas suivant :

Nom de la maladie	Bovins	Caprins	Ovins
Mammites	9	21	0
Ectyima contagieux	0	323	-
Abcès	19	7	80
Verminoses	780	1970	10
Parasites du sang	351	323	8
Fièvre aphteuse	8	0	-
Ptyriase	6	350	-
Parasites oculaires	127	36	-
Maladies à tiques	850	15000	600

Source : Responsable provincial de l'élevage, DPAE Muyinga

4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur

Les contraintes

La baisse de la productivité du sous secteur est due d'une part aux contraintes structurelles vieilles de plusieurs décennies et d'autre part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

Contraintes structurelles

- La pression démographique qui , liée au régime social de succession, provoque l'atomisation et la surexploitation des propriétés familiales. Ce qui conduit à la baisse de la fertilité des terres et au déclin de l'élevage traditionnel.
- L'engagement des populations à pratiquer l'intensification de l'élevage est contrarié par les difficultés d'accès aux facteurs performants de production(animaux et autres intrants de l'élevage), le pouvoir d'achat des agri-éleveurs, le manque d'organisation des familles rurales et l'étroitesse des marchés d'écoulement des produits d'élevage. Cette situation entraîne la décapitalisation progressive des exploitations agricoles, l'insécurité alimentaire et l'accroissement de la pauvreté et le chômage rural.
- La faible formation des agri-éleveurs, des chercheurs et des agents d'encadrement réduit le niveau du savoir-faire et des innovations technologiques. Ce problème est plus préoccupant pour les femmes qui jouent un grand rôle dans la production agro pastorale.
- Le financement des petits exploitants et des opérateurs privés et potentiels du secteur a été et reste toujours insuffisant au profit des structures publiques lourdes et budgétivores. Le micro-crédit est peu développé et la plupart des institutions bancaires hésitent à investir dans l'élevage.

Contraintes conjoncturelles

Les contraintes nées de la crise ont aggravé celles décrites ci-dessus et sont essentiellement :

- Les difficultés d'approvisionner les populations rurales en intrants d'élevage manufacturés(produits et matériels vétérinaires, produits et matériels d'insémination artificielle, etc.) et les animaux de races améliorées.
- La perte du cheptel animal fournisseur d'aliments d'origine animale (viande, lait, œuf) et du fumier destiné à l'amélioration du potentielle fertilité des sols ainsi que les dégâts énormes sur les infrastructures et équipements d'élevage.
- La destruction et l'abandon des infrastructures d'élevage jadis réparties dans toutes les zones
- La flambée vertigineuse des prix des intrants et des denrées alimentaires qui entrent dans la composition des aliments composés du bétail. Ce qui rend insuffisant des sources d'approvisionnement en aliments du bétail.

Les potentialités

Les atouts ne manquent pas pour le développement de l'élevage :

- ✓ Chaque burundais est potentiellement éleveur et possède une culture ancienne dans le domaine de l'élevage.
- ✓ Le rôle prépondérant de l'élevage dans la vie sociale et économique des ménages (fertilisation organique)
- ✓ Une demande toujours croissante des produits d'élevage.
- ✓ Avec la restauration de la paix et de la sécurité d'une manière durable, le Gouvernement, les différents bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FIDA, Union européenne, BAD, PNUD et la FAO), les ONG et les privés sont disposés à apporter des fonds nécessaires pour le financement du sous-secteur élevage
- ✓ La commune regorge d'un potentiel humain qui, s'il est mobilisé et encadré peut donner un nouvel élan au secteur élevage. Il s'agit essentiellement d'une population rurale jeune et abondante (qu'il faudrait former, sensibiliser et organiser pour améliorer leur condition de vie) et de tout le staff technique d'encadrement qui est sur place au niveau de la province et de la commune.
- ✓ L'existence du patrimoine foncier de l'état, des infrastructures et équipements qui peuvent être réhabilités (anciennes fermes d'élevage abandonnées, station de recherche actuellement sous-utilisée, l'existence des différents mélangeurs d'aliments pour bétail à Mahwa, Ngozi, Muramvya, Gitega, des agro-industries : SOSUMO (mélasse), SRDI (son de riz), Minoterie de Muramvya (son de blé), Brarudi (drêche), COGERCO (tourteau de coton), Huilerie de palme (Tourteau de palmiste) etc... Il faudrait les valoriser en privilégiant l'exploitation par les privés, les organisations des producteurs et les ONGs.

Les perspectives

- ✓ La poursuite de la politique de repeuplement du cheptel et la généralisation de la chaîne de solidarité communautaire dont le succès a été démontré par certains projets tel que le « Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Gestion de l'Environnement de la FAO » en matière d'accélération de l'intensification et de la culture fourragère.

Pour assurer au programme de repeuplement un maximum de succès, des mesures d'accompagnement devront être mises en œuvre. Il s'agit entre autres de :

- La relance du programme d'immunisation contre les maladies disposant des vaccins
- La réhabilitation et l'installation des unités de production d'aliments pour bétail au niveau des provinces;
- La réhabilitation des infrastructures zoo sanitaires et la mise à disposition du personnel d'encadrement rapproché
- La multiplication et la diversification des cultures fourragères et leur conservation ;
- La création des fermettes modernes modèles de l'Etat dans les provinces.

CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE

5.1. PECHE

Dans la province de Muyinga , l'activité de pêche n'est signalé que sur le lac Rweru en commune de Giteranyi. Dans la commune de Butihinda, il n'y a donc pas ce genre d'activité.

Par contre la pisciculture est bien présente.

5.2. PISCICULTURE

5.2.1. Nombre d'étangs et production estimée

La situation en 2005 se présente comme suit :

Zone	Nbre d'étangs piscicoles		Superficie moyenne		Espèces élevées		Nbre moyen de récoltes par an	Quantité totale récoltée par an (kg) - 2005
	2004	2005	2004	2005	2004	2005		
Butarugera	7	7	5.1	5.1	Tilapia	Tilapia	1	142
Kamaramagambo	1	1	7	7	Tilapia	Tilapia	1	28
Total commune	8	8	6	6	-	-	1	170

Source : Responsable de la pêche et pisciculture , DPAE Muyinga

5.2.2. Facteurs de production

Dans la commune de Butihinda , les approvisionnements en alevins sont assurés par des privés, les besoins réels en alevins sont estimés à 8500 .

Les modalités d'acquisition sont au comptant et le prix officiel et d'acquisition est estimé à 20 Fbu au cours de l'année 2005 .

Les étangs , mal entretenus , d'une superficie moyenne de 6 ares ne produisent presque rien.

Les poissons ne sont pas alimentés comme il faut et les pisciculteurs en pratiquent pas le composte dans ces étangs qui sont secs par suite des saisons sèches prolongées.

Enfin tous les pisciculteurs ont émis un souhait de renouveler leurs étangs , et pour cela ils ont besoin d'un encadrement et d'un soutien financier pour relancer les travaux piscicoles dans cette commune .

5.2.3. Contraintes, potentialités et actions à mener

Contraintes

Dans la commune comme dans la province, les contraintes majeures qui ont été dégagées par les encadreurs sont les suivantes :

- un manque de facteurs de production tels que les alevins de bonne qualité disponibles sur place ; Cela fait que le prix par alevin augmente très sensiblement;
- un manque d'encadrement et d'un suivi car en effet, depuis la crise de 1993, les bailleurs de fonds se sont retirés et l'encadrement et le suivi des agriculteurs en souffraient très sensiblement ;
- la pauvreté au niveau des agriculteurs : cela se manifeste par le manque du matériel de creusage des étangs et d'alevins de qualité ainsi que leur nourriture au régulier;
- l'absence des centres de formation en matière de gestion et conduite des étangs piscicoles ;
- les vols fréquents des poissons dans les étangs découragent aussi mes agriculteurs.

Potentialités

- Malgré qu'il y ait un manque considérable d'encadrement et de suivi dans la province de Muyinga, des personnes ressources existent, seulement, elles ne sont ni utilisées ni motivées. Une fois utilisées et motivées, elles pourront contribuer dans le suivi et l'encadrement des agriculteurs ; cela pourra conduire à l'amélioration de la production des poissons dans les étangs.
- l'existence des associations qui s'occupent de l'exploitation des étangs piscicoles peut rassurer tout intervenant dans le secteur : des personnes à Muyinga s'organisent autour des associations et arrivent à réaliser quelques productions qu'elles consomment ou qu'elles vendent sur le marché local.

Solutions envisagées

Les solutions envisagées pour dynamiser le secteur de la pisciculture :

- il faut d'abord motiver et utiliser les personnes ressources d'encadrement et de suivi ;
- assurer la formation des encadreurs en matière d'exploitation rationnelle des étangs piscicoles ;
- diversifier et disponibiliser les espèces à élever dans les étangs.
- Organiser et encourager les producteurs locaux d'alevins.

Souhait des pisciculteurs

- Un encadrement et un suivi ;
- Un soutien financier pour acheter le matériel creusage et de construction d'étangs et de pêche parce que celle-ci est à la main ;
- Ils souhaitent une formation pour mieux maîtriser les techniques piscicoles.

CHAPITRE VI : FORETS

Toutes les communes de la province de Muyinga connaissent une période de sécheresse dramatique. Cette situation est , selon plusieurs experts, imputables à la dégradation des forêts et au déboisement accéléré auxquels la région a été confrontée pendant plusieurs décennies.

L'Agroforesterie est presque généralisée dans tous les champs et il est beaucoup plus développée que la foresterie.

Des efforts de production des plants sont réels . Dans la commune de Butihinda, plus de 1 Million de plants ont été produits et diffusés entre 2004 et 2005. Malheureusement, les effets ne sont pas visibles.

Dans la commune , 90 % des boisements appartiennent à l' Etat et il est de notoriété publique que la chose publique est la moins soignée au Burundi. Faudrait-il revoir le statut d'appartenance de ses forêts et boisements artificiels domaniaux ?

La commune Butihinda ne possède plus de boisement naturel.

Les statistiques de 2005 montre la situation des boisements artificiels ci-bas.

6.1. Inventaire des boisements naturels et artificiels

Communes	Superficies (ha)						
	Boisements naturels			Boisements artificiels			
	Etat	Particuliers	Total	Etat	Particuliers	Collectivités	Total
Butihinda	0	0	0	495	0	34	559
Total	172	0	172	4584	61	303	5024
%				10.7%		11%	11%

Source : Responsable provincial des forêts , DPAE Muyinga

Les 559 ha de boisements se répartissent dans la commune de la manière suivante :

Zone	Localisation du boisement	Type d'essence	Superficie en ha	propriétaire	Etat d'entretien
Kamara	Murehe	Eucalyptus	50	Etat	
		Pinus	20	Etat	
	Nyarubuye	Pinus	30	Etat	
	Kibande	Eucalyptus	50	Etat	
	Ntaruka	Pinus	25	Etat	
	Rwamfu	Pinus	7	Privé	
Butihinda	Munyinya	Eucalyptus	20	Etat	
	Maramvya	Eucalyptus	25	Etat	
Buvumbi	Gitega	Eucalyptus	15	Etat: 10 Privé: 5	
	Kiyaya	Eucalyptus	10	Etat	
	Mikingo	Eucalyptus	15	Etat: 10 Privé: 5	
	Gahararo	Eucalyptus	15	Etat	
		Callitris	10	Etat	
		Eucalyptus	20	Etat	
	Zaga	Pinus	20	Etat	
Butarugera	Kobero	Eucalyptus	5	Privé	
	Kobero	Pinus	10	Etat	
	Rabiro	Callitris	3	Privé	
	Wingoma	Eucalyptus	10	Etat	
	Tangara	Eucalyptus	10	Etat	
	Buhorana	Eucalyptus	129	Etat	
		Pinus	40	Etat	

Source : Responsable provincial des forêts , DPAE Muyinga

6.2. Productions forestières

Les grandes utilisations faites avec le bois sont principalement le bois de chauffe suivi par les perches et rondis utilisés dans la construction des maisons des populations rurales. Ces statistiques sont mal connues.

Les quelques rares données disponibles concernent : le charbon, les planches, les madriers, poteaux et perches que l'on commercialise officiellement produit dans la commune.

Les exploitations anarchiques des boisements font que la commune ne peut pas produire des poteaux.

Les grands consommateurs des perches sont les ONGs qui oeuvrent dans le domaine de la reconstruction.

Les statistiques n'ont pas été fournies.

6.3. La production des plants forestiers

Au cours de la période 2004 et 2005, les efforts de reboisement dans la commune de Butihinda ont permis de produire près de 1 million de plants dont 750 000 par des projets et ONGs.

Ces plants ont été distribués sur bas e du prix subventionné de 30 Fbu le plant.

Commune	Période	Plants total produits	Plants produits (nbre)			
			Privé	Groupements	Etat	Projets ou ONGs
Butihinda	2004	750 000	0	0	0	750 000
	2005	253 230	0	40 000	213230	0
Total province	2004 et 2005	3 579 985	0	490000	0	3 089 985

Source : Responsable provincial des forêts , DPAE Muyinga

6.4. Transformation du bois : Unités de transformation du bois

Répartition des unités de transformation du bois par commune et par zone

Commune	Localité (zone)	Scierie artisanale mobile	Menuiserie	Fabrication de charbon
Butihinda	Butihinda	4	2	7
	Kamaramagambo	3	3	8
	Butarugera	3	2	12
	Buvumbi	2	3	8
Total province		100	96	61
%		12%	9.6%	21.3%

Source : Responsable provincial des forêts , DPAE Muyinga

6.5. Principales contraintes, potentialités et actions à mener

6.5.1. Contraintes

Dans la province de Muyinga, le secteur de la forêt souffre des mêmes tares qui affectent la gestion des forêts au niveau national. En effet, le secteur forestier est jeune, mais il nécessite une organisation technique et financière. Les grands défis auxquels le secteur forestier fait face sont les suivants :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la faible implication des populations et des administratifs à la base, au niveau de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation forestière, le code forestier, le code foncier, le code de l'environnement.

- l'administration territoriale, partenaire incontournable, dans la gestion des ressources naturelles en générales et des forêts en particulier, confrontée aux problèmes de manque de propriété foncière, aux problèmes de rapatriés et des déplacés intérieurs, distribue des terres boisées aux demandeurs et participe à la dégradation de l'environnement

6.5.2. Perspectives d'avenir

Dans le souci de limiter les pressions anthropiques sur les forêts (boisements et aires protégées), la politique nationale qui est appliquée à Muyinga qui s'emploie à développer l'agroforesterie et autres activités génératrices de revenus autour des écosystèmes forestiers.

L'amélioration des rendements en énergie en utilisant des foyers améliorés pourrait aider à préserver les forêts de la surexploitation.

La mise en place des outils gestion dans un cadre participatif, devrait permettre d'améliorer la situation des forêts dans l'intérêt des générations présentes et futures.

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. Industrie

En dehors des industries agro- alimentaires axées sur la transformation du caféier, la commune ne dispose d'aucune autre type d'industrie.

Les unités artisanales de transformation du bois ne peuvent pas être assimilées à des activités industrielles. On signale l'existence d'une unité de décorticage du riz paddy dans la commune Butihinda.

7.2. Artisanat

Il est remarquable que le secteur de l'artisanat dans cette commune comme au Burundi ait connu ces derniers temps beaucoup de contraintes dans le développement ; ceci suite à l'absence d'une politique claire en matière du développement artisanal.

Le secteur artisanal a souvent été délaissé et relégué au dernier rang des autres secteurs socio-économiques. Il ne serait pas alors étonnant de remarquer qu'après analyse de l'évolution de ce secteur combinant les aspects de production et de formation, l'essor connu n'est en aucun cas satisfaisant.

Cependant il constitue une alternative sérieuse pouvant désengorger le secteur agricole étouffé par la surpopulation et la pression insoutenable sur le facteur terre.

Il est malheureux de constater que les artisans font recours à leur unique génie sans appui de l'Etat quand l'une ou l'autre ONG ou projet ne vient secourir quelques associations éphémères.

Le secteur est caractérisé par un vaste éventuel d'activités variées à travers lesquelles on distingue 3 types d'artisanat :

- L'artisanat de production
- L'artisanat de service
- L'artisanat d'art

Chaque type d'artisanat s'articule sur une série de filières

7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Artisanat de production

Appelé également « Artisanat Utilitaire », il est le plus pratiqué dans la commune et accapare le plus grand nombre d'artisans et d'unités de production artisanales. Il comprend différents métiers qui, dans l'exécution, possèdent une phase de transformation. Nous citerons entre autres la menuiserie pour la filière « Bois », la tuilerie et la briqueterie pour la filière « Terres cuites et carrières », la Forge et Constructions Métalliques pour la filière « Métal », la vannerie et la fabrication des brosses et sacs à main pour la filière « Fibres Végétales », la broderie et la couture pour la filière « Textile ».

Cette catégorie d'artisanat est rencontrée presque partout dans la commune avec une qualité de produits variable suivant l'exigence et le pouvoir d'achat de la clientèle ainsi que le niveau technique du savoir-faire de l'artisan.

Le nombre d'artisans recensé par filière se présente comme suit :

1. Menuiseries : 19
2. Briqueterie : 3
3. Tuileries : 2
4. Savonnerie : 2

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux mais aussi extérieurs à la province surtout en matière de briqueterie, vannerie et tissage et poterie.

Artisanat de service

Cette catégorie d'artisanat est en grande partie rencontrée dans les centres urbains. Les artisans qui s'adonnent à ce type d'activités rendent des prestations de services qui, en grande partie sont en rapport avec les réparations des équipements ménagers (radio, frigo, cuisinière, montre, télévision) ; les réparations et entretien des moyens de déplacement (véhicule, motos, vélos, etc.) ; bref, ce domaine est prospère suite aux relations entre clients et artisans. Il est généralement propriété privée des artisans.

Dans la commune Butihinda, on rencontre les types suivants :

1. Couture : 21
2. Soudure : 2
3. Cordonnerie : 1

Ces unités sont orientées vers la satisfaction des besoins fonctionnels. Les secteurs sont constitués par la couture, la soudure, la cordonnerie

Artisanat d'art

Au niveau national, les activités de ce type d'artisanat débouchent sur la production d'objets plutôt décoratifs. Il commence à prendre forme parallèlement au développement du tourisme. Se retrouvent dans cette catégorie : la sculpture sur bois, sur métal, en argile ; le travail sur les pierres précieuses ; la peinture sur tissus, sur bois, en feuille de bananier ; la pyrogravure etc.

Il est implanté dans les centres urbains et se développe considérablement. Des kiosques de produits artisanaux se retrouvent sur des axes principaux et sont principalement des articles propres pour l'exportation car, le marché local est restreint pour ce type d'artisanat.

Pour faire connaître ces produits, le Burundi participait auparavant à des foires régionales ou internationales qui ont connu de réels succès.

A Butihinda, il n'est pas signalé ce genre d'artisanat.

7.2.2. Principales contraintes,

- L'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- L'inadéquation production / écoulement des produits artisanaux ;
- L'accès difficile des artisans au micro crédit et au marché public ;
- Les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

7.2.3. Partenaires et bailleurs de fonds : Intervenants dans le secteur

- L'Etat burundais
- L'assistance étrangère bilatérale ou multilatérale ou ONGs
- Les confessions religieuses ou collectivités locales
- Les associations sans but lucratif
- Les artisans et autres promoteurs privés.

La Coordination provinciale de l'enseignement des métiers est la seule structure officielle provinciale connue pour s'occuper des métiers et artisanat. Ses moyens limités pour ne pas dire inexistantes la rendent quasi inconnue des artisans de la commune Butihinda.

7.3. Mines et Minerais

Les indices de minéralisation identifiés dans la province Muyinga sont : SnO₂, W et l'Or. La géochimie semi-détaillée de la province révèle les éléments prédominants suivants : Sn, W, Cu, Pb, Zn, As.

Pour le cas précis de la commune Butihinda, elle se situe dans le feuillet Muyinga et pourrait avoir les mêmes caractéristiques minéralogiques avec présence probable de l'or.

CHAPITRE VIII : ENERGIE

Il n'y a pas de connexion aux lignes électriques à Butihinda.

CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES

9.1. Commerce

Dans la commune de Butihinda, le commerce intérieur a été sérieusement perturbé pendant la crise. Les circuits de distribution intérieurs, les centres de négoce, les magasins et autres boutiques ont été détruits ou pillés. Les produits importés ont connu des flambées suite à la spéculation et à la contrebande.

Le secteur commercial occupe une place importante dans la vie de la commune car il constitue la seule ressource financière des communes via les taxations diverses.

Les activités commerciales sont réalisées principalement à travers 5 marchés ruraux, 249 boutiques, 47 restaurants, 273 buvettes dont 237 à bières locales, 133 échoppes montés lors des jours de marchés .

Ces marchés procurent à la commune des taxes annuels évalués à 5 479 865 Millions de Fbu.

Les principaux produits de commerce sont les denrées alimentaires et les articles ménagers.

L'activité est assurée par les nationaux avec une prédominance des hommes.

9.1.1. Nature du commerce et contribution aux finances communales

Nom du marché ou centre de négoce	Taxes perçues ex 2005	Nombre de commerçants		Nombre de stands, boutiques et cabarets			
		H	F	Boutiques	Restaurants	Cabarets	Echoppes
Kobero							
Kamaramagambo							
Tangara							
Mikingiro							
Cagizo							
TOTAL	5 479 865			249	47	BL = 237 BI = 36	133

Source : Comptables communaux

Les marchés ont procuré à la commune des taxes évaluées à 5 479 865 Fbu en 2005. En plus de ces taxes sur l'exploitation du marché, d'autres recettes sont perçues sur les activités aux alentours du marché. Leurs contributions aux finances communales en 2005 sont les suivantes :

Rubriques	Taxes perçues (Fbu)
Les impôts sur cycles	1135800
Les impôts sur les cyclomoteurs	11500
Les impôts sur gros bétail	1000
Les impôts sur les machines à coudre	30000
Les attestations, extraits, inscription au mariage	341400
Délivrance de la carte nationale d'identité	520000
Délivrance d'une fiche de ménage	18500
Autorisation de vente de vaches ailleurs	543700
Les amendes administratives	1 621160
Délivrance de la carte d'assurance maladie	105000
Location de bâtiments communaux	6000
Taxes sur panneaux publicitaires	299900
Taxe sur vente et bornage de propriété	4162220
Frais d'enregistrements des propriétés	856400
Recettes sur attribution de parcelles résidentielles	22000
Taxes annuelles sur boutiques	1540 800
Taxes annuelles sur restaurants	315500
Taxes annuelles sur pompe à essence	20000
Taxes annuelles sur cabarets bière locale	1340800
Taxes sur vente de bière locale par bouteille	5181866
Taxes annuelles sur cabarets bière industrielle	127000
Taxes sur dépôts des produits Brarudi	28500
Taxes sur vente des vivres secs	99000
Taxes sur ventes de gros et petits bétail sur pieds	376000
Taxes sur abattage du gros et petit bétail	253000
Vente des peaux du gros et du petit bétail	42500
Location des échoppes et places au marché	550300
Taxes sur la vente de la viande grillée	41400
Taxes annuelles sur hôtel	10000
Recette sur la médecine traditionnelle	40000

Taxes sur exploitation des moulins	71200
Taxe annuelle sur les pharmacies	10000
Taxe sur cinéma et théâtre	40000
Taxes sur chargement des produits vivriers	4630600
Taxes sur chargement des produits de reboisement	634600
Taxes sur chargement des carrières	642690
Taxes sur ateliers de couture	6000
Taxes sur atelier de réparation cycles	6000
Taxes sur atelier de réparation de véhicules	5000
Recettes administratives des tribunaux	133250
Taxes sur farine importée de la Tanzanie	152100
Taxe sur indagala importée de la Tanzanie	413500
Recettes sur exploitation des marais	15900
Dividende sur actions Sogestal	450000
Total	15 639 046

Source : Comptables communaux

9.1.2. Les principales contraintes, potentialités et actions à mener

Les principales contraintes du commerce à Butihinda sont liées :

- à l'inopérationalité des centres de négoce suite à l'insécurité qui persiste dans certaines parties de la province
- à la désorganisation du circuit de distribution
- au faible niveau de revenus des ménages,
- à l'accès au crédit pour les petits commerçants qui reste difficile par manque de garanties,
- au taux d'intérêt bancaire élevé pour ceux qui sont éligibles
- A la faiblesse de production des cultures vivrières et à la forte part réservée à l'autoconsommation d'une population galopante.

La relance des activités de commerce passera par la résolution de ces contraintes structurelles et conjoncturelles. Les objectifs spécifiques à court et moyen termes sont :

- la reconstruction et la redynamisation des centres de négoce
- la disponibilisation des produits et la stabilisation des prix
- la création d'un fonds d'aide et d'appui aux commerçants, les sinistrés en particulier.

D'une manière générale, la stratégie de développement commercial est basée sur trois actions principales :

- actions de réhabilitation des infrastructures commerciales
- actions visant le développement des activités commerciales
- actions visant l'encadrement administratif.

9.2. Transport

9.2.1. Situation

Les déplacements des personnes et le transport des marchandises dans toutes les communes de la province Muyinga sont assurés par des moyens empruntant les voies terrestres.

Les moyens de transport les plus usuels sont le transport par tête, par vélo et par automobile.

Le transport par tête et par vélo sont plus courant dans cette province.

La communication par voie téléphonique existe même si elle n'est pas encore assez développée. Le réseau téléphonique fixe est fonctionnel dans la commune de Muyinga et il est concentré au centre ville de la province. Il est géré par les services de la société ONATEL.

Le réseau téléphonique cellulaire est étendu dans beaucoup de coins des communes qui forment la province de Muyinga. Deux sociétés gèrent ce réseau à savoir télécel Burundi et ONAMOB .

Dans la commune de Butihinda, il n'existe ni bureau postal, ni fax, ni phonie.

Très peu de personnes disposent d'un téléphone mobile.

La commune de Butihinda est servie à partir du chef lieu de la province Muyinga par des pistes rurales. On dénombre 13 pistes rurales toutes en terre non latéritique et non compactée totalisant une longueur de 90 km.

1. *Routes communales*

Nom de la route	Nbre de km total	Nbre de km en bon état
1. Kamaramagambo	20	-
2. Kobero-Bonero	36	20
3. Kamaramagambo- Cagizo	16	3
4. Kobero-Bwambarangwe	16	4
5. Tangara-Gasorwe	25	3
6. Mangoma-Nyarubuye	25	1
7. Kamaramagambo-Murehe	8	1
Total	146	32

Source : Services du génie rural DPAE Muyinga, Validé par l' administration communale

2. Ponts

Nom du Pont	Nature du matériel de construction			Etat	
	Bois	Métal	Béton	Bon	Mauvais
1. Nagisuga		x		x	
2. Ntaruka		x		x	
3. Mugongo-Rwamfu				x	

Source : Services du génie rural DPAE Muyinga, Validé par l'administration communale

3. Ponceaux

Nom du Ponceau	Nature du matériel de construction			Etat	
	Bois	Métal	Béton	Bon	Mauvais
1. Rwamfu-Rugari	x				x
2. Nyamugari	x				x
3. Mugongo-Butihinda	x				x
4. Mangoma-Buhorana	x				x
Tangara-Kavumu	x				x
Muramvya-Kibande (2)	x				x

Source : Services du génie rural DPAE Muyinga, Validé par l'administration communale

9.2.2. Principales contraintes, potentialités et perspectives du secteur routier

L'entretien et la remis en état des routes nationales et routes provinciales sont du ressort des autorités nationales.

Ici l'intérêt porte sur les pistes rurales qui relèvent des autorités communales et provinciales.

Contraintes

La situation actuelle du réseau des pistes rurales montre qu'il a été fort affecté par la crise déclenchée en 1993. Cette dernière a entraîné :

un arrêt des projets qui avaient dans leur plan d'action un volet d'aménagement et d'entretien des pistes rurales ;

- des déplacements des populations suite à l'insécurité et par conséquent l'impossibilité de les mobiliser pour des travaux d'entretien des pistes rurales ;
- une baisse des productions des cultures industrielles enregistrées et par conséquent celle des recettes qui n'a plus permis de dégager des ressources nécessaires pour assurer l'entretien des pistes.

A côté des difficultés induites par la crise et qui sont donc conjoncturelles, le secteur des pistes rurales connaît beaucoup de contraintes structurelles. Il s'agit notamment de :

- l'absence de structures communautaires chargées d'entretien et de maintenir en bon état les réseaux communaux des pistes rurales ;
- la faiblesse des moyens humains, matériels et financiers alloués au ministère de tutelle des pistes rurales en vue de la mise en œuvre des politiques et des programmes de désenclavement et de réhabilitation des pistes rurales ;
- une faible participation des communautés locales dans l'identification, l'exécution des ouvrages de désenclavement.

Atouts/ Potentialités

La commune Buhinyuza possède un potentiel important pour réhabiliter son réseau de pistes rurales et en aménager d'autres. On pourrait relever notamment :

- une main d'œuvre abondante en milieu rurale pouvant être impliquée dans des travaux en système HIMO ;
- une disponibilité des matériaux locaux pouvant être utilisés pour la réhabilitation et l'aménagement du réseau (sable, gravier, moellon, latérite).
- une topographie favorable

Actions à mener

Les perspectives envisagées visent le désenclavement des communes afin de faciliter les échanges intercommunaux et l'encadrement de la population pour son auto-développement. Elles sont axées sur :

- la réhabilitation des pistes et ponts ruraux détruits durant la crise ;
- la mise en place dans toutes les communes des structures communautaires chargées de la maintenance et de l'entretien des divers ouvrages (régies communautaires des pistes rurales) ;
- l'aménagement de nouvelles pistes de manière à desservir tous les centres présentant des potentialités de développement ainsi que les centres sociaux et administratifs (communes, zones, écoles centre santé) ;
- l'élaboration d'un Plan Directeur provincial de désenclavement des communes;

9.3. Communication

Dans la commune de Butihinda, il n'existe ni bureau postal, ni fax, ni phonie. Très peu de personnes disposent d'un téléphone mobile.

9.4. Tourisme et Hôtellerie

La commune Butihinda dispose d'un hôtel localisé au poste frontière de Kobero.

9.5. Institutions Financières

Aucune banque commerciale, aucune banque de développement et aucune compagnie d'assurance n'est implantée dans la commune Butihinda.

CHAPITRE X : SANTE

10.1. Données épidémiologiques

Centres de santé	Nbre de cas par mois				
	Paludisme	Maladies diarrhéiques	Infections respiratoires	Dysenterie bacillaire	Malnutrition
Kamara	502	104	128	13	158
Rabiro	524	21	110	6	10
Gahararo	158	70	94	6	24
Total	1184	195	332	25	192

Source : Rapport annuel 2005, DPS Muyinga

Le tableau ci-dessus nous renseigne que le paludisme est la maladie la plus répandue dans la commune avec des consultations dépassant les 13 000 cas par an, soit une moyenne de consultation mensuelle de 1000 personnes pour une seule commune.

Heureusement que le coût des soins reste faible (350 Fbu la cure) et que les populations se font soigner dans les structures indiquées.

Les infections respiratoires aiguës suivent avec des effectifs pouvant atteindre les 300 cas par mois dans la commune Butihinda.

Les maladies diarrhéiques et la malnutrition représentent respectivement plus de 195 et 192 cas par mois.

Les pouvoirs publics sont parvenus à maîtriser les coûts si bien que la cure des maladies diarrhéiques et de la dysenterie bacillaire coûte 50 Fbu si ces médicaments ne sont distribués gratuitement.

10.2. Vaccination

La réalisation des vaccinations est régulière dans les CDS sauf en cas de période de panne de frigo qui peut durer plusieurs mois.

10.3. Données sur le SIDA

Prise en charge des PVVS

Centre de santé	Nombre de PVVS en charge médicalement	Nombre de bénéficiaires des visites à domicile	Nombre de visites à domicile effectuées	Nombre de préservatifs distribués
Kamara				
Rabiro				
Gahararo	46	46	33	2.400
Total				

Source : Rapport annuel 2005, DPS Muyinga

10.4. Médecine traditionnelle

La médecine moderne est épaulée par 24 tradi-thérapeutes reconnus officiellement et 15 ayant des liens avec médecine moderne (données 2003).

Les effectifs totaux des accoucheuses traditionnelles s'élèvent à 21 en 2005. Elles sont toutes formées et 17 possèdent des kit que l'UNICEF a distribué et qui sont renouvelés par les centres de santé.

10.5. Situation des infrastructures sanitaires

Structure de santé	Statut	Année de construction	Nature des matériaux de construction	Etat actuel	Existence eau	Existence électricité	Equipement standard	Bâtiments
Kamara	GA	2003	durable	Bon	Non	Non	Complet	complet
Rabiro	GA	2004	durable	Bon	Non	Non	Complet	complet
Gaharo	GA	2000	durable	Bon	Non	Non	Complet	incomplet
Total	3 GA							

Source : Rapport annuel 2005, DPS Musinga

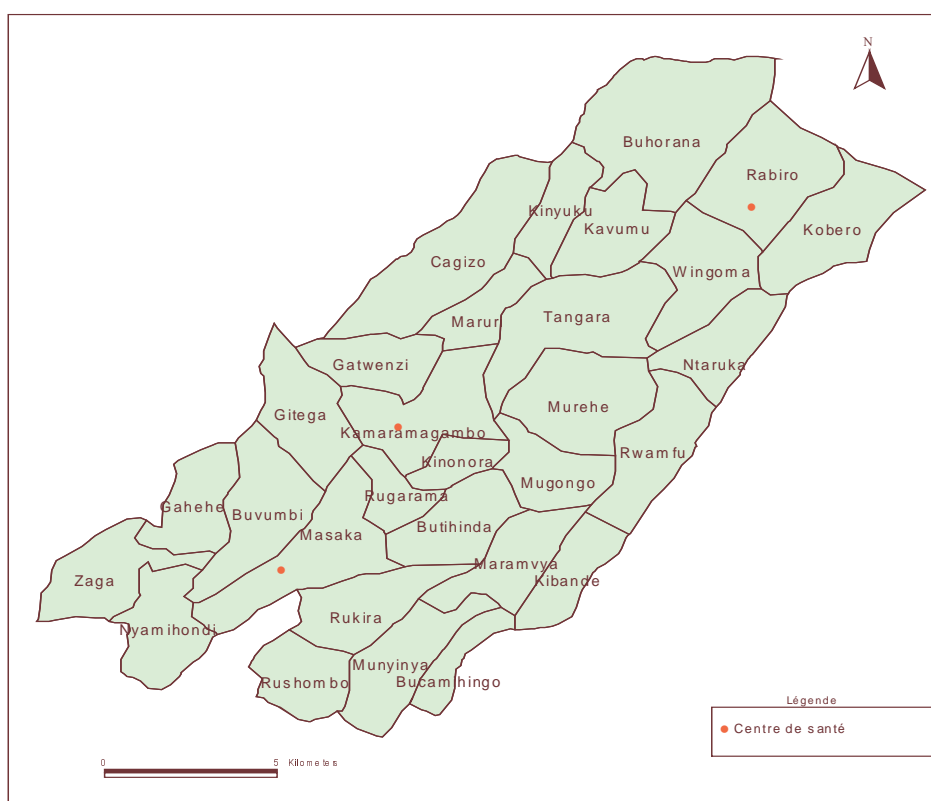
La commune Butihinda compte comme infrastructures sanitaires 3 centres de santé répartis dans les zones de Butarugera, Kamaramagambo et Buvumbi.

Tous les centres de santé sont en bon état car construits avec des matériaux durables. Tous les 3 CDS n'ont pas d'accès à l'eau et à l'électricité.

Tous les centres de santé sont complets en équipements et en bâtiments sauf celui de Gahararo où les bâtiments nécessitent des extensions.

L'approvisionnement en médicaments est assurée par le ministère de la santé via le Dépôt pharmaceutique de Buterere et la Direction Provinciale de la santé. La gestion de ces pharmacies par les centres de santé est entrain d'évoluer vers un régime d'autonomie.

Implantation des structures sanitaires



10.6. Equipements en laboratoires

Les 3 centres de santé sont équipés pour les analyses de sang (gouttes épaisses), selles et crachat au cas où ils seraient équipés en réactifs y relatifs.

10.7. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé

Zone	Type d'Infrastructure	Nombre de collines de recensement desservies	Fréquentation par mois	Nombre d'hospitalisés par mois	Nombre de lits
Kamara	CDS Kamara	9	514	12	8
Butarugera	CDS Rabiro	8	820	9	6
Buvumbi	CDS Gahararo	10	344	6	4
Total	3 CDS		1678	27	18

Source : Rapport annuel 2005, DPS Muyinga

Les CDS de la commune totalisent 18 lits d'hospitalisation qui accueillent en moyenne 27 patients par mois.

En conséquence, la conclusion est que ces centres sont débordés par les besoins en hospitalisation étant donné que le nombre de patients par mois est près du double des capacités d'accueil des structures de santé. L'exception est faite à certaines périodes de recrudescence de la malaria.

Au regard de ces chiffres, on en déduit qu'il existe 18 lits d'hospitalisation pour 97 629 habitants, soit 1 lit pour 5.400 habitants.

10.8. Contraintes

- Pauvreté excessive des populations qui ne parviennent plus à se faire soigner malgré le coût relativement peu cher dans les structures publiques
- La famine qui complique certaines pathologies
- Insuffisance du personnel soignant
- Manque d'équipements des structures sanitaires;
- Manque des médicaments.

10.9. Stratégies / actions à mener

- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant
- Formation, sensibilisation et motivation du personnel soignant ;
- Soutien technique et financier par l'Etat ;
- Promotion des soins préventifs.

10.10. Partenaires et bailleurs de fonds.

IMC, WV, Caritas, UNICEF, GVC, OMS, PAM

10.11. Approvisionnement en Eau

10.11.1. Situation de desserte en eau potable

Dans la province de Muyinga, selon les résultats de l'enquête réalisée, l'alimentation en eau potable en milieu rural se présentait comme suit :

Commune	Sup.	Nbre total de ménages	Nombre de points d'eau									Nbre total de points d'eau					
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nb de points d'eau fonctionnels / 500 m
Butihinda	293.60	21045	53	-	70	10	5	-	-	-	2	63	5	68	334	309.5	0.2
Total province	1832	202183										1077	588	1665	187	121	0.58

Source : rapports des fontainiers communaux de Muyinga

Ce tableau montre que la commune de Butihinda est la plus affectée par le manque d'eau potable après Giteranyi.

En effet, la commune Butihinda dispose de 68 Points d'eau comprenant les sources aménagées, les bornes fontaines et les SCEP.

Alors que les normes pour un approvisionnement en eau optimal est de 1 puit d'eau par 500 m, dans la commune de Butihinda on recense 0.2 points d'eau fonctionnels pour 500 m. Ce qui est 5 fois inférieur aux normes.

Aussi le nombre de ménages par point d'eau de 334 dépasse l'entendement comparé aux 30 ménages requis pour 1 point d'eau.

Toutes ces infrastructures s'avèrent largement insuffisantes pour desservir une population totale de 97629 habitants. La question de l'eau dans la commune reste la priorité des priorités.

10.11.2. Contraintes

- La sécheresse qui provoque le tarissement des sources d'eau
- Absence de sensibilisation des populations à la prise en charge de l'entretien des infrastructures d'eau de la commune, absence d'initiative des bénéficiaires pour la réparation des points d'eau défectueux.
- Ignorance de technologie de captage des eaux à partir des cours d'eau existants ;
- Ressources financières de la commune limitées.
- Mauvais fonctionnement des régies communales de l'eau (RCE).

10.11.3. Actions à mener

- Construction de nouveaux points avec souci d'une répartition équitable des points d'eau dans la commune
- Former les usagers à la responsabilité des infrastructures construites ou réhabilitées

CHAPITRE XI : HABITAT

Le Burundi a adopté, depuis 1989, une politique visant l'acquisition d'un habitat décent pour toute la population. Cette politique a été appuyée par plusieurs partenaires du Gouvernement. Les interventions ont porté sur l'octroi du crédit en nature ou en espèce en faveur de l'amélioration de l'habitat rural mais également sur des actions de promotion des matériaux de construction produits localement et plus particulièrement les matériaux de couverture.

Avant la crise de 1993, le taux de maison à toiture améliorée était d'environ 45 %. Le taux de croissance annuel dans le secteur de l'habitat était de 3,3 % et il fallait le doubler pour atteindre l'objectif d'un habitat décent pour tous à l'horizon 2000 que le gouvernement s'était fixé.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent des plus dramatiques. En effet, au niveau national, plus de 120.000 maisons ont été détruites et certaines populations (environ 10 %) ont dû se regrouper dans des camps de déplacés, tandis que d'autres ont fui le pays (environ 6 %) et vivent dans des camps des réfugiés dans les pays voisins, surtout en Tanzanie.

Dans la province de Muyinga, les destructions de l'habitat rural consécutives à la crise ont été très importantes. Environ 9.049 maisons ont été détruites dont 849 dans la commune de Butihinda.

Actuellement l'habitat en province de Muyinga ne répond pas tout à fait aux normes requises pour un habitat décent qui comprend des maisons construites en matériaux durables, ayant un plan bien aéré et qui répond aux normes techniques prévues, couvertes par la tôle ou de la tuile. C'est également une habitation bénéficiant d'un équipement minimal intérieur et environnemental permettant aux occupants et aux voisins de vivre en bonne santé à l'abri des sources de dégradation de la vie, des intempéries, des milieux insalubres,

Dans la province de Muyinga, on distingue deux types d'habitat, à savoir : l'habitat rural et l'habitat urbain.

11.1. Caractérisation de l'habitat rural

L'habitat rural est généralement dispersé sur les collines.

L'on rencontre aussi un type d'habitat groupé aux chef-lieux des zones qui peuvent être considérées comme rurales.

L'habitat rural dans toutes les communes de la province de Muyinga est en général précaire et rudimentaire compte tenu des matériaux utilisés :

- Les murs sont en briques cuites, briques adobe, ou en pisée ;
- Les toits sont en tôles, en tuiles de fabrication artisanale, ou en chaume ;
- Le pavement est en ciment ou en terre battue.

En 2003, le PPL avait organisé une mini-enquête avec les chefs des collines et des zones qui ont permis de donner les chiffres indicatifs suivants.

Les ménages vivant dans des « villages groupés » représentent une infime partie par rapport à ceux qui habitent dans des « rugos dispersés » (moins de 10 %).

L'habitat groupé est généralement amélioré par rapport à l'habitat dispersé.

En ce qui concerne l'habitat rural groupé, exception faite du chef-lieu de province de Muyinga, les murs des maisons sont essentiellement en pisé (51 %), 45 % sont en briques adobes tandis que seulement 4 % sont en briques cuites.

En ce qui concerne l'habitat dispersé, les chiffres montrent que 29 % des maisons sont en briques adobes, 70 % en pisé et seulement 1 % en briques cuites.

Au niveau de la toiture des maisons, l'habitat groupé présente les caractéristiques suivantes : La couverture avec les tôles est prédominante (55 %) suivi par les maisons couvertes par des chaumes (26 %). La part des maisons couvertes par des tuiles est très faible (19 %).

L'habitat dispersé présente des proportions suivantes : 62 % des maisons sont en chaume, 30 % en tôles et 8 % en tuiles.

Concernant le pavement pour l'habitat groupé, 826 maisons sont pavées en ciment (82 %), 2.939 maisons en terre battue (20 %).

Quant au pavement pour l'habitat dispersé, la proportion des maisons dont le pavement est en terre battue approche les 95%.

11.2. L'habitat urbain

Au niveau des petits centres urbains, les maisons sont généralement construites en matériaux semi-durables préfabriqués localement (briques et tuiles en argile cuite) ou en matériaux importés (ciment, fer à béton et tôle galvanisé). Toutefois, on y rencontre aussi dans les centres urbains et semi-urbains des maisons en matériaux semi-durables provisoires de type habitat rural aux abords de ces agglomérations habitées par les catégories sociales les plus pauvres.

La rareté des toitures en chaume en faveur de la tôle importée et de tuile fabriquée localement est remarquable sur ce centre semi-urbain.

De même, les murs en pisé qui représentent plus de 70 % en milieu rural sont rares en ville. Le pavement en ciment est plus prépondérant que le pavement en terre battue.

11.3. Incidences de la crise sur l'habitat

Besoins en reconstruction de l'habitat rural (Juin 2006)

Commune	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons non encore reconstruites	Demandeurs
Buhinyuza	3085	226	2859	4500
Butihinda	849	200	649	10000
Gashoho	378	214	164	9000
Gasorwe	642	150	492	7000
Giteranyi	2787	1602	1185	5000
Muyiga	320	160	160	3650
Mwakiro	988	784	204	4000
Total	9049	3336	5713	43150

Source : Administration locale

Parmi les demandeurs, il y a toutes les catégories de vulnérables dont les rapatriés, les déplacés, les indigents, ...

Sur 849 maisons détruites dans la commune, 200 (soit 24 %) ont pu être reconstruites avec des efforts particuliers. Des efforts restent encore à déployer pour reconstruire le reste.

Butihinda fait partie des communes les plus éprouvées avec Buhinyuza, Giteranyi, Mwakiro et Gasorwe. Ces 4 communes totalisent 83 % des nombres de maisons détruites dans la province.

11.4. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Nature de matériaux locaux de construction	Nombre de site	Exploitant (privé ou commune)	Nature de convention (paiement par benne)
1. Sable	3	Exploitant privé	paiement par benne
2. Gravier	1	privé	paiement par benne
3. Moellon	1	privé	paiement par benne
4. Argile par tuiles	2	privé	Paiement par pièce
5. Argile pour Brique	5	privé	Paiement par pièce

Source : Administration locale

11.5. Contraintes, potentialités et perspectives.

Contraintes

Les contraintes sont nombreuses et sont notamment liées aux :

- manque de moyens suffisants pour faire face aux urgences de reconstruction de l'habitat détruit ;
- absence d'un programme concret de production, afin de rendre disponible les matériaux de construction à 'échelle nationale ;
- faible niveau d'implication des opérateurs privés dans la production des matériaux locaux de construction. Seul l'Etat avec l'appui de certains bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux investissent dans la mise en place d'unités de production artisanale des matériaux locaux de construction ;

- absence de coordination des actions initiées par les différents partenaires.

Potentialités

Les potentialités pour faire face aux besoins de la reconstruction et de l'amélioration de l'habitat rural sont nombreuses. Il s'agit notamment :

- de l'existence partout dans le pays de la matière première de base pour la production de matériaux de couverture (tuiles)
- de l'existence d'artisans pour la production et la mise en œuvre des matériaux locaux de construction formés dans le cadre des divers projets d'appui dont le Burundi a bénéficié ;
- de la volonté de la production à contribuer à la reconstruction de l'habitat détruit et à améliorer celui existant ;
- de la sensibilité des partenaires du gouvernement à cette situation d'urgence engendrée par la crise.

Prospectives

Elles sont axées notamment sur :

- la sensibilisation de la production, à l'aide de moyen et outils appropriés, pour qu'elle participe activement à la reconstruction et au programme d'amélioration de l'habitat ;
- la promotion des associations et des groupements de la « filière habitat » et le renforcement de leurs capacités de gestion ;
- l'encouragement de la population à se regrouper en villages et la recherche d'une assistance technique aux auto-constructeurs en général et aux sinistrés en particulier ;
- la sensibilisation et l'appui à l'action de reconstruction de l'habitat rural détruit en rendant disponibles les matériaux locaux de construction autant que cela est possible, tout en respectant les mesures de sauvegarde de l'environnement ;
- l'augmentation qualitative et quantitative de la production des matériaux locaux de construction via la promotion de l'artisanat de la « filière habitat rural ».

11.6. Partenaires

- Le Gouvernement par l'intermédiaire des Ministères concernés dont :
 - Le Ministère du Développement Communal : pour la promotion des matériaux locaux de construction ;
 - Le Ministère à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et des rapatriés : pour le plaidoyer et la coordination de l'assistance aux sinistrés ;
- la Banque Mondiale : finance la réhabilitation des fours-tunnels ainsi que le reboisement et à leurs alentours à travers le Crédit de Relance Economique (CRE)
- La Belgique finance le Projet Habitat Rural et Matériaux Locaux de Construction en provinces de Bubanza et Cibitoke. Elle finance également la construction de nouveau fours-tunnels dans le cadre de Fonds Belgo-Burundais de Réemploi.
- Le PNUD via le Projet PDCLCP et le HCR : ont financé la construction de fours-tunnels, en appui à la production des matériaux de couverture.

- Le Luxembourg a financé la construction d'une vingtaine de fours-tunnels. La Coopération avec ce pays est à l'arrêt.
- La France a financé un Projet d'amélioration de l'habitat e province de Ruyigi et Cankuzo, clôturé en 2002.
- L'Italie a financé à travers l'ONG CISV la construction de fours améliorés et le Centre de Formation Artisanale de Gitega.
- Des ONGs et certains pays partenaires du Burundi donnent des aides en nature pour la reconstruction de l'habitat.

CHAPITRE XII : EDUCATION

Le système d'éducation et de formation dans la commune est organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture.

L'accès à l'Education au Burundi reste limité du fait de plusieurs facteurs notamment la pauvreté des ménages, le faible niveau d'instruction des parents ainsi que le peu d'infrastructures éducatives implantées dans la commune.

Pour pallier à cette lacune, l'on fait recours à l'éducation non formelle qui s'adresse aux jeunes non scolarisés et aux adultes afin de leur donner une éducation de base à travers un programme d'alphabétisation qui se réalise dans les communautés catholiques.

Le retour progressif de la sécurité a permis une remontée des indicateurs de fréquentation scolaire. Les indicateurs en matière de l'éducation sont détaillés dans les tableaux suivants.

12.1. Enseignement préscolaire

Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 1980, l'enseignement préscolaire n'était organisé qu'à Bujumbura. Aujourd'hui, 3 structures organisent l'encadrement de la petite enfance. Il s'agit :

- des écoles maternelles généralement attachées aux écoles primaires ;
- des garderies communautaires encadrées par l'association des scouts du Burundi avec l'appui de l'UNICEF ;
- des cercles communautaires encadrés par TWITEZIMBERE et les associations des parents.

Généralement ses structures accueillent des enfants de 3 à 6 ans.

Les données statistiques sur ces écoles sont mal appréhendées. Pour l'année scolaire 2005-2006, voici la situation telle qu'elle se présentait dans la commune.

Effectifs des enfants inscrits en 2005-2006 dans l'enseignement préscolaire

Zones	Nombre de préscolaire (écoles maternelles, écoles préscolaires, garderies communautaires)	Effectifs des enfants	Effectifs des enseignants	Nombre de salles de cours
Butarugera	2	198	8	4
Kamaramagambo	2	98	5	2
Butihinda	1	163	8	4
Buvumbi	1	137	4	2
Total commune	6	586	25	12

Source : Rapport DPE Muyinga, AS 2005-2006

12.2. Enseignement primaire

L'enseignement primaire est assuré dans 19 écoles primaires dont 18 écoles à cycle complet. Le taux de scolarisation est estimé à 56% dans la commune.

L'insuffisance ou le manque de matériel didactique reste un handicap pour l'enseignement dans le milieu rural.

La commune souffre particulièrement du problème de surcharge des classes. L'effectif total des élèves en 2005 – 2006 s'élève à 9410 dont 4069 filles, soit 43.2 %. L'effectif des enseignants est de 136 donnant des ratios suivants : 70 élèves par classe et 68 élèves par enseignant).

Les ratios élèves par salle montrent des disparités légères au niveau de la commune. Ainsi la zone de Buvumbi semble privilégiée avec 50 élèves par classe alors que la zone Butarugera affiche un ratio de 87 élèves par salle.

Les ratios élève par enseignant sont plus équilibrés entre les zones avec des ratios tournant autour de 70 élèves par enseignant.

Notons que ces taux restent élevés par rapport aux normes de l'UNESCO qui préconise 30 élèves par enseignant.

Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

Etablissements Zones	Primaire								
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'Ens Total	Ratios	
	Total	CC		F	G	T		Elèves/ Salle	Elèves/ Ens.
Butarugera	5	5	32	1221	1571	2792	40	87	69
Butihinda	4	4	26	785	1126	1911	26	71	71
Kamara	6	5	44	1318	1863	3181	45	72	70
Buvumbi	4	4	30	745	781	1526	25	50	61
Total commune	19	18	132	4069	5341	9410	136	70	68

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE/ Muyinga

CC : Cycle Complet

12.3. Enseignement secondaire

L'enseignement secondaire est dispensé dans 2 collèges communaux. Ils totalisent 526 élèves.

Les ratios élèves par salle et élèves par enseignant sont respectivement de 52 et 43.

Notons que ces taux restent légèrement supérieurs aux normes de l'UNESCO qui préconise 30 élèves par enseignant.

Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		F	G	T		Total	Elèves/ Salle
Butarugera	1	0	4	68	134	202	8	50	25
Kamara	1	0	6	86	238	324	4	54	81
Total commune	2	0	10	154	372	526	12	52	43

Source : Rapport annuel AS 2005-2006 DPE / Muyinga CC : Cycle complet Ens : Enseignant

12.4. Ecoles techniques professionnelles

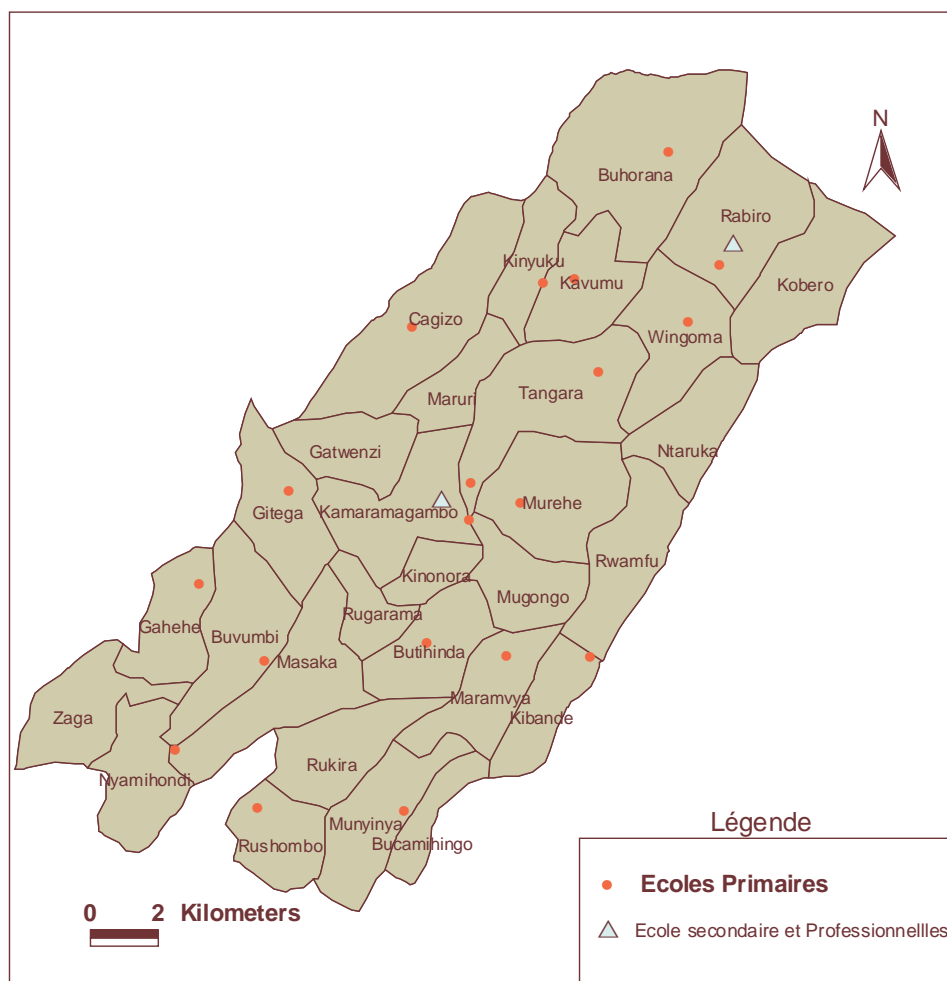
Il n'y a pas d'écoles techniques professionnelles dans la commune

12.5. Situation du personnel enseignant dans la commune par sexe

zones	Ecoles du primaire			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Tot
Butarugera	19	14	33	5	2	7
Butihinda	21	6	27	5	2	7
Kamara	21	18	39	4	2	6
Buvumbi	12	9	21			
Total commune	73	47	120	14	6	20

Source : Rapport annuel AS 2005-2006 DPE/Muyinga

Carte des infrastructures scolaires dans la commune



12.6. Enseignement informel

L'éducation non formelle englobe les formations dispensées en dehors du système d'enseignement formel classique. Elle couvre les centres d'instruction et d'alphabétisation encadrée par les églises, le secteur de l'Artisanat et de l'Enseignement des Métiers ainsi que le secteur de l'alphabétisation des adultes encadré par le Centre National d'Alphabétisation.

Les écoles Yagamukama

Ce sont des écoles d'enseignement catholique. Le Bureau National pour l'Enseignement Catholique (BNEC) renseigne que les écoles Yagamukama du Burundi comptent actuellement plus de 300.000 élèves. En ce qui concerne l'âge d'admission des élèves, il ne semble pas y avoir d'uniformité dans la limitation de l'âge, chaque diocèse restant autonome dans l'organisation de ses écoles.

Traditionnellement, la formation dispensée dans ces institutions avait un but à prédominance spirituelle si bien que même l'enseignement de la lecture n'avait d'autre objectif que de permettre au candidat chrétien de lire la Bible et le Catéchisme. Dans le contexte actuel, la formation dispensée dans les écoles Yagamukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

Nombre et capacités d'accueil des écoles Yagamukama (A/S 2005-2006)

Etablissements	Yagamukama								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Zones									
Total commune	12	12	72	383	404	787	22	32.7	38

Source : Rapport DPE Muyinga, AS 2005-2006

Les centres d'alphabétisation

La province Muyinga compte 24 centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006 dont 9 totalisant 296 apprenants en commune Butihinda.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

Pour la plupart de ces centres, les enseignements sont dispensés sous l'arbre. Ce sont notamment ceux de Butihinda et Buhinyuza.

Commune	Etablissements								
	Centre d'Alphabétisation								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
Total	CC	G		F	T	Elèves/Salle		Elèves/Ens	
Butihinda	9	-	Néant	143	153	296	9	--	32.8
Total province	24	-	14	660	641	1301	489	92.9	27.1

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Muyinga

CC : Cycle complet

Ens. : Enseignant

Enseignement des métiers

Les écoles de métiers sont des écoles d'enseignement professionnel. Les métiers enseignés sont entre autres la maçonnerie, la menuiserie et la couture.

On dénombre 9 écoles des métiers fonctionnelles réparties dans toute la province avec 326 apprenants et 28 formateurs.

Il n'existe pas d' Ecoles des Métiers dans la commune Butihinda

Actuellement, le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture assure la coordination de ses structures.

12.7. Principales contraintes, potentialités et perspectives

En province Muyinga , le problème de l'Enseignement mérite une attention particulière. Bien qu'il soit abordé particulièrement dans les paragraphes précédents, il paraît indispensable de souligner quelques caractéristiques.

En effet, le faible taux de scolarisation, le taux élevé de redoublants, le déséquilibre entre la scolarisation des filles et des garçons sont souvent liés à plusieurs causes dues en partie à l'illettrisme des parents. Ces derniers dont la plupart sont tenant de la vieille mentalité.

Considérant l'enfant comme une main d'œuvre, ils refusent de les scolariser. Les inégalités de scolarisation entre garçons et filles s'expliquent par l'attitude des parents ayant plus de préférence à la scolarisation des garçons, la fille étant considérée comme une source de richesse. Les parents devraient ne pas discriminer les enfants et devraient leur donner les mêmes chances. Concrètement, ils devraient encourager les filles à la scolarisation, mieux répartir les travaux entre les sexes, ce qui , évidemment dépend de la possibilité des parents de faire face à la vie.

D'autres facteurs compliquent la situation ; il s'agit de l'éloignement et l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'insuffisance du personnel enseignant, l'insuffisance et/ou le manque du matériel pédagogique.

La qualité de l'enseignement est fortement liée à la disponibilité d'équipements et matériels didactiques. Le manque d'enseignants et la faible qualification de certains d'entre eux, la dévalorisation de la carrière enseignante et l'insuffisance de l'encadrement sont surtout des facteurs qui conduisent à de faibles réussites lors des évaluations externes.

L'amélioration du système scolaire en province Muyinga, passera, par la création de nouvelles écoles dans les communes défavorisées, la réhabilitation des établissements en mauvais état, la mobilisation des financements pour doubler les infrastructures, les équipements et les matériels didactiques mais également par la création des écoles techniques parce que ce sous-secteur de l'enseignement reste le parent pauvre dans la province.

Au primaire, une école doit être implantée au niveau de chaque colline de recensement. Ceci réduira le long distance des enfants qui est souvent à l'origine de beaucoup d'abandons ou tout simplement de refus d'aller à l'école. Les écoles détruites ou vieilles doivent être réhabilitées. Un programme de construction des écoles professionnelles est à l'initier pour réduire l'effectif des jeunes déscolarisés. Le gouvernement devrait aider également à résoudre le problème épineux d'enseignements au primaire et au secondaire en constituant par exemple des homes autour des écoles.

Il faut également développer les écoles d'enseignement des métiers pour donner plus de chances aux jeunes déscolarisés.

CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT

13.1. Généralités

Les besoins de la jeunesse sont multiples et leur satisfaction exige des moyens énormes qui ne peuvent être à la portée des seuls pouvoirs publics.

En effet, l'un des problèmes majeurs posés à tous les niveaux national, provincial et communal est celui de l'encadrement de la Jeunesse par un suivi adéquat pour que le pays puisse assurer un avenir sûr à tous.

La seule voie est l'instruction mais malheureusement, suite à des contraintes multiples, le pays ne peut pas instruire tout le monde malgré toute la volonté politique d' « éducation pour tous d'ici 2015 ».

La conséquence de ces déscolarisés n'est autre que le retour à l'oisiveté, la tentation à l'exode rural et à la marginalisation dans les agglomérations urbaines.

La situation de guerre renforce ce problème, dans la mesure où beaucoup de jeunes ont été enrôlés, aussi bien dans l'armée régulière que dans la rébellion, et avec la fin de la guerre, ces jeunes doivent être insérés dans la société en général et dans le circuit de production en particulier.

La grande question qui se pose alors est de savoir comment permettre à ces jeunes d'accéder à l'emploi, quand on sait que le secteur primaire occupe 93,1% de la main d'œuvre.

Les secteurs Jeunesse et Sport sont très peu développés en dehors des efforts qui ne sont consentis qu'au niveau de la province où les activités d'encadrement se limitent aux activités sportives classiques telles que le football mais souffrent d'un manque d'innovation et d'encadrement substantiel.

13.2. Encadrement des jeunes

Dans les communes de Muyinga dont Buhinyuza fait partie, on rencontre des associations sportives et culturelles, des associations d'entraide, des associations d'auto promotion, des associations de lutte contre la pauvreté, celles contre le SIDA, des associations à caractère religieux, etc.

Le tableau ci-après montre la situation des associations des jeunes tournées vers le sport, culture et les activités de production par commune

Communes	Types d'associations	Nombre d'associations	Nombre de jeunes encadrés		
			H	F	Total
Buhinyuza	Production auto-promotion	150	1257	463	1720
	Sportives et culturelles	13			
Butihinda	Production autopromotion	138	1890	1750	3640
	Sportives et culturelles	15			
Gashoho	Production autopromotion	124	2080	1270	3350
	Sportives et culturelles	10			
Gasorwe	Production autopromotion	180	3000	1500	4500
	Sportives et culturelles	32			
Giteranyi	Production autopromotion	263	1974	5916	7850
	Sportives et culturelles	52			
Muyinga	Production autopromotion	274	3580	2359	5939
	Sportives et culturelles	29			
Mwakiro	Production autopromotion	160	1284	676	19501
	Sportives et culturelles	14			
Total		1454	15065	13934	46500

Source : Administration à la base, Administrateurs des communes de la province Muyinga

De multiples associations s'intéressent un peu partout dans le pays aux questions de l'heure à savoir les droits de l'homme, le SIDA, les droits de l'enfant etc...

Ce type d'encadrement n'existe pas dans la commune Buhinyuza.

13.2. Sport

13.2.1. Généralités

Le sport est un important facteur d'encadrement de la population en général et de la jeunesse en particulier mais aussi un facteur d'éducation et de cohésion sociale dont la contribution au retour à la paix et à la réconciliation nationale est remarquable.

Les activités sportives recensées dans la commune sont tournées principalement vers le football où l'aménagement des terrains ne pose pas beaucoup de problèmes. On ne signale pas de volonté de développer les autres sports comme l'athlétisme, le volley ball ou la basket si populaires ailleurs.

On signale dans la commune l'existence de 3 terrains de foot et 1 de volley ball.

Tableau 14.2. : Infrastructures et types de sports pratiqués dans la province de Muyinga

Infrastructures & type sport	Football						Basketball						Volleyball						
	Nbre terrains	Etat terrains		Pratiquants			Nbre terrains	Etat terrains		Pratiquants			Nbre terrains	Etat terrains		Pratiquants			
		B	M	H	F	T		B	M	H	F	T		B	M	H	F	T	
Communes																			
Buhinyuza	3		X	120	-	120	-						1		X	32	-	32	
Butihinda	12		X	150	-	150	-						1	X		50	-	50	
Gashoho	4		X	160	20	180	2	X	X	35	8	43	2		X	35	10	45	
Gasorwe	11		X	232	-	200	1			15	10	25	-	-	-	36	12	48	
Giteranyi	20		X	450	-	450	1	X	X	50	1	51	2		X	72	1	73	
Muyinga	22		X	400	30	430	3	X		120	25	145	3	X		240	30	270	
Mwakiro	8		X	180	-	180	-						-			40	20	60	
Total	80		X	1692	50	1710	7	x		220	44	264	9			505	79	578	

Source : Administration de base

Le sexe féminin est généralement timide en matière de sports (milieu rural), mais en milieu urbain et dans les établissements scolaires tant primaires que secondaires, le complexe tend à s'estomper.

Le sexe féminin est généralement timide en matière de sports (milieu rural), mais en milieu urbain et dans les établissements scolaires tant primaires que secondaires, le sport est aussi bien pratiqué par les filles que les garçons, les filles s'adonnant plus des courses et gymnastiques dans le cadre de l'amateurisme ou dans le cadre des programmes scolaires.

13.2.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

Aussi, il faut signaler l'inexpérience des organisations de jeunesse à l'exception des organisations d'obédience religieuse telles que le Mouvement CHIRO, XAVERI, SCOUTS, etc.

Les autres contraintes sont liées :

- au manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque ou insuffisance de la coordination des interventions des différents acteurs dans le secteur de la jeunesse.

Bref, dans le secteur de la jeunesse, ce qui est certain est que les jeunes occupent une place de choix pour le développement durable du pays, au retour à la paix, à la réconciliation et à leur auto prise en charge. Le Gouvernement du Burundi avec les partenaires devraient renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus, par les activités sportives et surtout renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes. Il faut des formations à l'endroit des jeunes à l'entrepreneuriat. Aussi, une mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes s'avère une nécessité.

Les contraintes sont liées beaucoup plus au niveau institutionnel.

Il n'existe pas une structure d'encadrement bien tracée :

- Insuffisance d'infrastructures
- Insuffisance de capacités organisationnelles.
- Le système de gestion des infrastructures est lacunaire
- Le sport n'est pas une priorité,
- Le Budget alloué au sport reste dérisoire
- L'activité sportive est exigeante (équipement, technicité)
- L'insuffisance au niveau de l'encadrement des jeunes et des athlètes évoluant au niveau des communes.

- L'insuffisance de l'implication des collectivités locales (administration, population) dans l'aménagement des infrastructures sportives à leur portée.

13.2.3. Perspectives.

- ❖ Promouvoir la décentralisation dans l'organisation et la gestion des activités sportives au niveau des provinces et communes.
- ❖ Exécuter des projets de mise en place de nouvelles infrastructures sportives au niveau national pour permettre l'épanouissement des talents identifiés au niveau provincial et communal
- ❖ .Concevoir et exécuter des programmes de re dynamisation du sport en milieu scolaire : fourniture d'équipements sportifs aux écoles, organisation de compétitions interscolaires, etc.
- ❖ Organiser des sessions de formation ou de perfectionnement en administration du sport et en gestion des infrastructures au bénéfice des personnes et structures décentralisées qui s'intéresse au sport.
- ❖ Aider les fédérations nationales sportives pour la formation des cadres techniques (cadres d'administration, entraîneurs, arbitres) et de faciliter l'organisation et la participation aux compétitions provinciales, nationales et internationales.
- ❖ Encourager et développer le sport féminin, le sport de masse et le sport traditionnel ; en favorisant la création des clubs.

13.3. Patrimoine Culturel

13.3.1. Généralités

Le patrimoine culturel constitue l'ensemble des éléments matériels et immatériels qui contribuent à maintenir et à développer l'identité culturelle d'un peuple ou d'une communauté dans le temps et dans l'espace.

Le patrimoine culturel immobilisé au Burundi est assez riche et varié. Mais il n'a jamais fait l'objet d'un inventaire systématique.

Sur le plan culturel, le Burundi est surtout connu à travers le monde par ses célèbres tambours.

Le folklore burundais est très varié avec des spécificités régionales assez marquées telles la danse Intore en province de Kirundo, les Danses Agasimbo et Umuyebe en province Makamba, la danse Umutsibo dans la région de Buyogoma, les danses Ihuruma et Ubudemera dans la région de Kumoso, Urwedengwe en province de Ngozi, etc.

Une grande richesse est également observée au niveau de la poésie pastorale, des récits épiques, des berceuses, etc.

Le patrimoine culturel de la province renferme les arts, les spectacles, les musées, les sites historiques et les monuments.

Dans la province de Muyinga, le patrimoine culturel, le peu qui est identifié, est concentré au chef-lieu de la province où nous n'avons qu'une salle de cinéma, deux bibliothèques et centre de lecture et d'animation culturelle (voir tableau ci-après).

Les monuments et sites historiques.

La province de Muyinga n'est pas riche en monuments et sites historiques. Il existe quelques ouvrages symbolisant l'indépendance du Burundi avec statue du Prince Rwagasore et un autre ouvrage symbolisant l'unité nationale au chef lieu de la province Muyinga.

Les autres monuments sont les Eglises, les Mosquées et temples pour croyances diverses notamment celle de Kiranga et Nangayivuza mais qui tendent à disparaître progressivement.

Un seul site mais très mal connu est le rocher situé au nord est de la province à Kinanira où le Mwami du Burundi et celui du Rwanda se seraient rencontrés et passés un bon moment à jouer le « Rubuguzo ».

13.3.2. Musées

La province de Muyinga ne dispose pas de musées. Le Burundi dispose de deux musées : i) Musée national de Gitega de type classique, ainsi que le ii) Musée vivant de Bujumbura qui est à la fois un Musée de type classique et un Musée véritablement vivant notamment avec son parc animalisé.

13.3.3. Les espaces culturels, les Centres de Lecture et d'Animation Culturel (CLAC)

Les CLAC sont sous la convention de la coopération française et sont équipés d'un poste téléviseur, d'un vidéocassette, d'un magnétophone, de livres et des jeux de sociétés, les activités qui se font dans ces centres ont comme objectif de promouvoir la culture en milieu rural.

Le seul espace culturel qui existait à Muyinga en 1993 a été dépourvu de tous ses livres et équipement pendant la crise. C'est la coordination des centres d'enseignement des métiers qui en assurait la gestion.

D'autres centres qui auront la même mission ne sont pas encore équipés. Il s'agit des centres de Jeunes initiés par le Comité Provincial de lutte contre le Sida avec l'appui financier de l' UNICEF.

On enregistre aussi 7 centres de jeux et animation, 1 salle de cinéma et 2 bibliothèques.

Dans la commune de Butihinda, on ne signale aucun patrimoine culturel digne d'être soulevé.

CHAPITRE XIV : JUSTICE

14.1. Infrastructures

Au niveau des infrastructures, signalons que les locaux de travail sont en mauvais état et de dimensions insuffisantes.

Les locaux sont constitués par une salle d'audience.

Il y a manque d'eau et d'électricité. Même les latrines ne sont pas installées.

14.2. Equipements

Le tribunal de résidence de Butihinda manque cruellement d'équipements qui se limitent à l'existence d'une vieille machine à écrire. Il n'y a ni photocopieuse ni ordinateur.

Concernant le matériel technique, il n'y en a pratiquement pas. Le mobilier est également en quantité insuffisante.

Comme moyen de déplacement le tribunal de résidence ne dispose que de 1 vélo.

14.3. Performances du secteur

L'appréciation des performances de ce service peut se lire à travers le tableau suivant :

Type de litige	Dossiers restant au début de l'année de référence	Nombre de dossiers enregistrés	Nombre de dossiers jugés et clôturés	Nombre de dossiers jugés avant faire droit	Nombre de dossiers en cours	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers fixes	nombre de dossiers exécutés	Nombre de dossiers non encore exécutés
Litiges civils + pénaux	55	129	106	6	79	0	3	45	204

Source : Président du Tribunal de Grande Instance à Muyinga

Les performances au niveau du rapport entre le nombre de dossiers enregistrés et le nombre de dossiers jugés et clôturés est assez faible. En effet, presque tous les dossiers reçus ont été jugés et clôturés 106 / 184, soit 57.6.

Plus grave est le fait que les dossiers clôturés ne sont pas exécutés. Les dossiers non exécutés se sont accumulés au fur des années jusqu'à atteindre 204 en mars 2006.

14.4. Personnel

Le personnel de ce tribunal de résidence est composé d'1 Juge président, de 4 juges, de 5 greffiers et de 1 assesseur.

14.5. Justice gracieuse

La justice gracieuse est l'une des institutions auxiliaires de la justice. Elle est rendue par le Conseil des Notables de la colline ainsi que les conseillers collinaires nouvellement élus par la population. Ces conseillers sont institués sur toute l'étendue de la Province.

La composition du Conseil des Notables est fixée par les usages locaux tandis que celle des conseils de colline est fixée par la loi N° 1/016 du 20/04/2005 portant organisation de l'administration communale.

La procédure suivie devant ces conseils est fixée par les usages locaux sous réserve du respect des règles relatives à la récusation, au respect du secret professionnel et l'ordre public. Le travail des membres est fait à titre bénévole.

La justice gracieuse est rendue régulièrement par 230 notables dont 41 dans la zone Butihinda, 57 dans la zone Butarugera, 31 dans la zone Buvumbi et 101 dans la zone Kamaramagambo.

14.6. Contraintes et perspectives

14.6.1. Contraintes

Au niveau du tribunal de résidence de Butihinda, on note :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- insuffisance du mobilier et matériel de bureau, etc.

14.6.2. Potentialités

Plusieurs formations ont été dispensées, grâce à certaines ONGs internationales, pour rehausser les connaissances des magistrats des Tribunaux de Résidence et des Tribunaux de Grande Instance.

Tous les magistrats du Ministère Public sont qualifiés.

Réformes dans tous les domaines de la vie nationale entamées (un Plan de Développement de la justice burundaise).

14.6.3. Perspectives

- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires;
- Réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion ;
- Désengorger certains secteurs judiciaires par la création d'autres dans le but d'alléger le volume de dossiers qu'enregistrent certains tribunaux et accélérer aussi la procédure pour le compte des justiciables

CHAPITRE XV : COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO-DEVELOPPEMENT

15.1. Situation actuelle

C'est après les années 1950 que la province de Muyinga a connu ce nouveau type d'entreprise dénommée « Coopérative ». Elle-ci se définit comme étant une association autonome des personnes volontairement unies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels, communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement, elle doit se conformer aux règlements qui la régit quant à sa création et son fonctionnement.

Le mouvement coopératif et associatif a été lancé par le pouvoir colonial et ultérieurement relayé par l'Eglise Catholique en 1976 par la création des coopératives de GISANZE en commune GASHOHO et RUGARI en commune MUYINGA qui est pour le moment non fonctionnel suite aux effets de la crise de 93, elle a été même liquidée il y a 6 ans.

Selon l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), la coopérative est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels, communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement.

Les dispositions légales définissent la coopérative comme une société fondée sur l'idée d'entraide, d'union et de solidarité et dont les adhérents se sont volontairement groupés pour atteindre un but économique et social commun, et ont accepté d'assurer les responsabilités particulières à leur qualité de membres.

Alors que la coopérative est une association autonome et volontaire mais qui doit se conformer aux règlements qui la régit quant à sa création et son fonctionnement, l'association est un groupe de personnes réunies pour atteindre un but commun ou pour défendre leurs intérêts.

Par cette définition, on voit que la coopérative est d'abord une association mais toute association n'est pas nécessairement une coopérative.

Dans la commune de Butihinda, il y a une COOPEC qui reste fonctionnelle. Elle compte aujourd'hui 674 membres.

Quant aux associations d'auto développement, des 185 associations d'auto développement que compte la province, la commune de Butihinda en compte 22.

Quand on inventorie toutes les associations y compris celles qui ne sont pas viables économiquement, on arrive à 805 associations pour toute la province parmi lesquelles 53 oeuvrent dans la commune de Butihinda.

15.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

15.2.1. Les principales contraintes

Dans le domaine du mouvement coopératif et associatif, les contraintes majeures sont :

- le manque de personnel suffisant pour l'encadrement des associations naissantes
- le faible niveau d'instruction des membres des associations ;
- l'analphabétisme des membres des associations ;
- le détournement des fonds par les responsables (conseil de gestion des associations) ;
- la pauvreté qui fait que les membres des associations n'accèdent pas aux intrants et matériels agricoles ;
- la non implication des adhérents dans la gestion de leurs coopératives et associations.

15.2.2. Les potentialités

Malgré la multiplicité des contraintes dans le mouvement coopératif et associatif, ce dernier garde son potentiel clé du développement :

- il y a aussi la survivance de l'esprit coopératif et associatif et la croyance dans les associations comme voie de l'auto promotion;
- une population active et la terre qui est fertile qui offrent des opportunités dans la diversification des activités des associations : la transformation de la récolte, industrie de l'habitat ...
- la multiplicité des institutions de micro-finance ;

15.2.3. Actions à mener

Elles devront s'articuler autour d'un programme national centré sur :

- exonérer les taxes et les impôts sur les associations ;
- former les ressources humaines chargées de l'impulsion de la nouvelle politique ;
- doter en moyens humains et techniques la structure d'encadrement dans la province ;
- former les associations sur la technique de gestion et d'organisation des coopératives et associations ;
- appuyer les associations dans l'octroi des crédits à des conditions promotionnelles ;
- assurer une large sensibilisation à l'épargne et crédit ;
- encourager les associations artisanales pour la création d'emploi (peu d'intérêt) ;
- doter des moyens de déplacement à la structure d'encadrement des coopératives et associations ;
- mettre en place un point focal pour tous les intervenants dans les associations.

CHAPITRE XVI : ACTION SOCIALE

Dans notre pays en général et en particulier dans la commune de Butihinda, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout quand on compte le nombre de différents groupes de gens malheureux à savoir : les enfants orphelins du Sida, les enfants vulnérables et légitimes, les sinistrés de la guerre, les veuves et les personnes âgées, ... Donc, il est d'importance capitale que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société

Ces groupes de gens vulnérables connaissent de très graves difficultés à savoir :

- la scolarisation,
- le manque de nourritures,
- le manque de logement,
- le manque des soins de santé,
- le manque des habits,
- le manque du soutien moral, ...

Le pays, à travers des politiques décentralisées au niveau des communes, doit donc étudier sérieusement cette question.

Au niveau de la commune Butihinda, voici les statistiques des différents groupes :

16.1. Situation de l'enfant en difficultés dans la commune Butihinda

Commune	Nombre d'enfants sinistrés de guerre		Nombre d'enfants dans la rue	Enfants orphelins de père et de mère			Enfants chefs de ménage	Enfants indigents	Enfants soldats
	Dans les camps	Dans les collines		De guerre	Du Sida	Naturel			
Butihinda	0	11726	52	83	15	738	37	0	21
Total province	784	75940	212	6540	813	4753	296	3287	336

Source : Données collectées par CDF Muyinga

16.2. Situation des victimes de violences dans la commune Butihinda

Communes	Nombre de viols recensés					Nombre de viols prises en charge				
	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes
Butihinda	17	12	20	0	0	0	2	0	0	0
Total province	253	136	154	0	0	20	10	10	0	0

Source : Données collectées par CDF Muyinga

16.3. Situation des veufs, mères célibataires et indigents dans la commune Butihinda (2004-2005)

Commune	NVE		NMC	NI	
	H	F		H	F
Butihinda	313	355	1352	2574	22150
Total province	1394	2632	11664	31912	68616

Source : Données collectées par CDF Muyinga

NVE : Nombre de veufs/veuves éducateurs (trices)

NI : Nombre d'indigents

NMC : Nombre de mères célibataires

16.4. Situation des handicapés dans la commune Butihinda

Commune	Hommes		Femmes		Garçons		Filles		Total	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Butihinda	1	3	0	0	0	5	1	4	2	12
Total province	50	38	20	17	40	45	30	35	140	133

Source : Données collectées par CDF Muyinga

16.5. Cas des personnes âgées en difficulté de suivie

Le problème d'abandon des personnes âgées indigentes prend une allure inquiétante qui mérite une attention particulière.

Les objectifs pour cette catégorie de cas sociaux seraient de :

- promouvoir la prise en charge familiale ou communautaire par la sensibilisation,
- Etudier les possibilités d'assurance et de pension de vieillesse pour les urbains et les salariés.

16.6. Réintégration

16.6.1. Situation

La commune abrite un nombre important de personnes sinistrées de la guerre qu'a connu le Burundi. Ces personnes (à savoir toutes les personnes déplacées, regroupées sur sites, dispersées et rapatriées) constituent une autre catégorie de cas sociaux dépassant les capacités d'action de coordination du Ministère de la Solidarité Nationale, Droit de la Personne Humaine et du Genre.

Il s'agit des personnes :

- Déplacées,
- Regroupées sur sites,
- Dispersées,
- Rapatriées.

16.6.2. Situation de la population dans et hors sites et sa structure par sexe et par âge en 2004 et 2005

Sites	Ménages dans le site	Population dans le site												
		0-3 ans		4-9 ans		10-19ans		20-34ans		35 et plus		Total population		
		M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	T
1. Tangara	46	8	10	11	12	17	13	15	16	14	25	65	76	141
2. Kamaramagambo	14	10	7	8	13	9	15	12	13	16	23	55	71	126
Total : 15 sites														

Source: Enquête auprès des sites

Sites	Rapatriés sur sites (Ménages)	Rapatriés hors sites (Ménages)	Dispersés (Population)
1. Tangara	31	427	426
2. Kamaramagambo	3	267	286
Total : 15 sites			

Source: Enquête auprès des sites

CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

La commune Butihinda est une des communes de la province de Muyinga dans la région naturelle du Bweru.

Cette région fait actuellement face à des défis majeurs dont le plus important est la sécheresse qui persiste depuis une dizaine d'années.

Les blocages, atouts et potentialités sur lesquels devront se baser les axes de développement de la commune Butihinda sont mieux appréhendés et mieux abordés au niveau provincial.

ANNEXE

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE DE MUYINGA Muyinga, le 3 Août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le troisième jour du mois d'Août 2006, se sont réunis autour de Monsieur NIVYABANDI Martin, Conseiller Economique, représentant le Gouverneur de la province de Muyinga qui est en mission, tous les responsables sectoriels provinciaux dont liste en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Muyinga et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants ci-haut cités pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

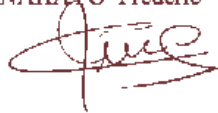
Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune de Buhinyuza
2. La monographie de la commune de Butihinda
3. La monographie de la commune de Gashoho
4. La monographie de la commune de Gasorwe
5. La monographie de la commune de Giteranyi
6. La monographie de la commune de Muyinga
7. La monographie de la commune de Mwakiro
8. La monographie de la province de Muyinga

Fait à Muyinga, le 3 Août 2006

L'Antenne provincial
du Plan à Muyinga
NAILAYO Frédéric



L'Expert représentant
le SPPL

NJINGINYA Pie



Pour le
Province de Muyinga
NIVYABANDI Martin, Conseiller
Economique



LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNALES AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE MUYINGA

Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1.NIVYABANDI Martia	Conseiller Economique du Gouverneur	Toutes les monographie	
2.NUIMBERE Daniel	Attaché du cabinet du Gouverneur	Jeunesse et Sport et Patrimoine Culturel	
3.bizindavyi Jean Bosco	Inspecteur des Finances Communales	Commerce	
4.RWITEYIMANZA François Xavier	Chef du Bureau Provinciale de la Santé	Santé	
5. BERAHINO Charles	Directeur Provinciale de l'Enseignement	Education	
6.HAKIZIMANA Réverien	Président TGI	Justice	
7.NTIRANDEKURA Herson	Inspecteur provincial des Forêts	Forêt	
8. NSABIMANA Egide	Technicien du Génie Rural	Transport et télécommunication	
9. MASAKE Nicaise	Chef de Service Elevage(DPAE)	Elevage	
10.NTIRANDEKURA Jean Paul	Chef de Service formation/vulgarisation	Agriculture	
11.KUBWAYO Didace	Chargé de la Réinsertion	Réintégration et la Réinsertion	
12. NAHIMANA Anastasié	C.D.F	Action Sociale	
13.BARAKAMFITIYE Clément	Responsable de M.C.A	Coopératives et associations	
14.Mwemerabugaho Simon	Chef de Service Planification scolaire(D.P.E)	Travail et Emploi	
15.Munyemana Pasteur	Coordinateur provincial des R.C.E	Approvisionnement en eau potable	
16.Nkurunziza Sostène	Ancien administrateur de la Commune Muyinga	Habitat et Energie	
17.Kanjendimwe Charles	Chef de Service Pêche et Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
18.Rwazanyingata Mrcie	Admicom Gashoho	Monographie de Gashoho	
19.Mpamira Wenseslas	Admicom Buhinyuza	Monographie de Buhinyuza	
20.Fatuma Mancno	Admicom Butihinda	Monographie de Butihinda	



21. Bamporiki Joseph	Admicom Muyinga	Monographie de Muyinga	
22. Nzohabonimana Réverien	Admicom Gasorwe	Monographie de gasorwe	
23. Ntawunkunda Idéphonse	Admicom Giteranyi	Monographie de Giteranyi	
24. Nganinka Ferdinand	Admicom Mwakiro	Monographie de Mwakiro	

